



ACTES DU SEMINAIRE MEMORIAS DEL SEMINARIO



Séminaire France - Amérique latine : De nouveaux partenariats à l'échelle locale et régionale

Seminario Francia - América latina : Nuevas cooperaciones a nivel local y regional

MUSEO NACIONAL DE ARTE MODERNO
17 DE FEBRERO DE 2010 A 7 DE FEBRERO DE 2010

Séminaire France - Amérique latine : De nouveaux partenariats à l'échelle locale et régionale

Sommaire

❶ PROGRAMME DU SEMINAIRE	PAGE 4
❷ SYNTHÈSE DU SEMINAIRE	PAGE 6
❸ DEROULEMENT DU SEMINAIRE	PAGE 7
<i>Ouverture officielle</i>	PAGE 7
<i>Première table ronde : Organisation territoriale et relations internationales des collectivités</i>	PAGE 10
<i>Première table ronde : Débat avec les participants</i>	PAGE 14
<i>Seconde table ronde : Expériences et perspectives de coopération entre collectivités françaises et latino-américaines</i>	PAGE 16
<i>Seconde table ronde : Débat avec les participants</i>	PAGE 23
<i>Conclusions du séminaire et perspectives</i>	PAGE 26

Seminario Francia - América latina : Nuevas cooperaciones a nivel local y regional

Sumario

❹ PROGRAMA DEL SEMINARIO	PAGINA 31
❺ SINTESIS DEL SEMINARIO	PAGINA 33
❻ DESARROLLO DEL SEMINARIO	PAGINA 34
<i>Apertura oficial</i>	PAGINA 34
<i>Primera mesa redonda : organización territorial y relaciones internacionales de las colectividades</i>	PAGINA 37
<i>Primera mesa redonda : debate con los participantes</i>	PAGINA 41
<i>Secunda mesa redonda : experiencias y perspectivas de cooperación entre colectividades francesas y latinoamericanas</i>	PAGINA 43
<i>Secunda mesa redonda : debate con los participantes</i>	PAGINA 50
<i>Conclusiones del seminario y perspectivas</i>	PAGINA 53
❼ LISTE DES PARTICIPANTS / LISTA DE PARTICIPANTES	PAGINA 58
❽ GLOSSAIRE / GLOSARIO	PAGINA 63

**① PROGRAMME DU SEMINAIRE
MUSEO NACIONAL DE ARTE – MEXICO
17 NOVEMBRE 2010**

08h30 Accueil, café et enregistrement des participants

09h00 Ouverture Officielle

09h30 Mme. Francesca RAMOS, *Coordinatrice des relations internationales du Gouvernement du District Fédéral, Mexico*

M. Raul GUTIERREZ, *représentant du président de l'AALMAC (Association des Autorités Locales du Mexique) et Maire de Tenosique (Tabasco)*

S. Exc. Daniel PARFAIT, *Ambassadeur de France au Mexique*

M. Michel VAUZELLE, *Président du groupe-pays Brésil de Cités Unies France et Président de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur - France*

Mme. Betina CHAVEZ, *Directrice Générale de coordination politique, Secrétariat de Relations Internationales, Gouvernement des Etats-Unis du Mexique*

09h30 **1^{ERE} TABLE RONDE : Organisation territoriale et relations internationales des collectivités : Etat des lieux de la décentralisation en France et en Amérique Latine et du degré d'autonomie des gouvernements locaux, selon les pays.**

11h00

Président de séance : M. Michel VAUZELLE, *Président du groupe-pays Brésil de Cités Unies France et Président de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur - France*

Intervenants

Introduction du sujet : M. Hugo BETETA, *Directeur sous-régional de la CEPALC au Mexique (Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes)*

Brésil : M. Mário REALI, *Représentant du Front National des Maires (FNP), Maire de Diadema (Etat de Sao Paulo)*

Colombie : M. Gilberto TORO GIRALDO, *Directeur Exécutif de la Fédération Colombienne de Municipalités*

Débat

11h00

Pause et visite de la salle d'exposition du XIX^{ème} siècle du Musée National d'Art

11h45

11h45 **2^{EME} TABLE RONDE : Expériences et perspectives de partenariats entre collectivités françaises et latino-américaines**

13h00

Président de séance : Mme. **Rosalinda MUNOZ SANCHEZ**, *représentante du président de la Fédération Nationale des Municipalités du Mexique (FENAMM), Présidente municipale de Tlaxco*

Intervenants

Introduction du sujet : M. **Antoine JOLY**, *Délégué pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes de France*

Colombie : Mme. **Maria Eugenia RAMOS**, *Directrice de l'Entreprise de Développement Urbain de Medellin (EDU)*. Présentation de la transformation urbaine et sociale de la ville de Medellin et la coopération avec l'AFD

France : M. **Eduardo RIHAN CYPEL**, *Conseiller régional en charge des réseaux au sein de la commission internationale du Conseil Régional d'Île-de-France*. Présentation de la coopération décentralisée avec la Région Métropolitaine de Santiago de Chile et la ville de Sao Paulo

France : M. **Philippe PAPIN**, *Conseiller Régional, membre de la commission Europe-international-interrégional des Pays de la Loire*. Présentation de la coopération décentralisée avec l'Etat du Yucatan

Débat

13h00 **Conclusions du séminaire et perspectives**

13h30

M. **Jorge ALARCON**, *directeur exécutif de l'Association des Municipalités du Mexique (AMMAC)*

M. **Louis-Jacques VAILLANT**, *Directeur du département Amérique Latine et Caraïbes, Agence Française du Développement*

M. **Jean-Paul BACHY**, *Président de la commission Affaires internationales et coopération décentralisée de l'Association de Régions de France (ARF), Président de la Région Champagne-Ardenne*

M. **Nicolas WIT**, *Directeur Adjoint de Cités Unies France*

② SYNTHÈSE DU SEMINAIRE

Au cours de ces dernières années, la coopération décentralisée entre les collectivités françaises et celles des pays émergents a connu un développement marqué et plus particulièrement avec les pays de l'Amérique latine. Pour mettre en valeur et mieux cerner ces liens de coopération, Cités Unies France (CUF) et l'Agence Française de Développement (AFD), avec le concours du gouvernement de la ville de Mexico et du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, ont organisé ce séminaire qui a été un « side-event » du Congrès mondial de CGLU.

Deux tables rondes ont été organisées. Lors de la première table ronde, le directeur sous-régional de la CEPALC au Mexique a introduit le débat en présentant la dimension des inégalités territoriales dans le continent latino-américain et les défis pour aboutir à un aménagement territorial plus équilibré comme objet d'une politique nationale. D'autre part, les représentants des différentes associations d'élus du Mexique, du Brésil, de la Colombie et de la France ont présenté les spécificités de l'organisation territoriale de leur pays et leurs politiques de coopération internationale.

Au cours de la seconde table ronde, le délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes a présenté les caractéristiques de la coopération décentralisée française en Amérique latine. Par la suite, différentes expériences de coopération décentralisée entre la France et l'Amérique latine ont été exposées ; celle de la région Ile-de-France avec la région métropolitaine de Santiago du Chili et la ville de Sao Paulo et celle de la région Pays de la Loire avec l'Etat de Yucatan. Le partenariat entre l'AFD et la ville de Medellin a été également abordé et a mis en relief la transformation urbaine et sociale de Medellin comme une expérience innovante avec des résultats concluants au bénéfice de la population.

Le séminaire a montré que la coopération décentralisée française en Amérique latine est en plein développement et possède ses propres caractéristiques, différentes des coopérations avec l'Afrique ou la Méditerranée. Il a souligné l'autonomie des collectivités territoriales. Il a également montré qu'il n'y a pas de coopération décentralisée sans décentralisation et qu'il faut rechercher de nouvelles formes de gouvernance.

Le séminaire a réuni une centaine d'élus et de fonctionnaires territoriaux des collectivités françaises, ainsi que du Brésil, du Mexique et de la Colombie, les trois pays latino-américains qui ont été invités et dans lesquels l'AFD est présente.

3 DEROULEMENT DU SEMINAIRE

Ouverture officielle



➤ **Madame Francesca RAMOS**

Coordinatrice des Relations internationales du gouvernement du District Fédéral – México

Au nom du gouvernement du District Fédéral et du chef du gouvernement Marcelo Ebrard Casaubon, elle souhaite la bienvenue à Mexico. Les thèmes qui seront traités ce matin sont très importants pour le gouvernement et le District Fédéral en raison de l'importance que revêt la France pour le développement de la ville de Mexico. L'Association des Maires de France et des Maires du Mexique sont très intéressées par un partage d'expérience et par toutes les informations qui permettent d'appuyer ce développement dans le pays. Dans le cadre du troisième sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux, elle souhaite la plus cordiale des bienvenues et espère que ce séminaire sera un grand succès.

➤ **Monsieur Raúl GUTIERREZ**

Maire de Tenosique-Tabasco, représentant du Président de l'AALMAC (Association des Autorités Locales du Mexique) et de la CONAMM (Confédération Nationale des Municipalités du Mexique)

Tenosique est une ville située au Sud-Est du pays, à la frontière Guatémaltèque. Il souligne les fortes relations historiques nouées entre la France et le Mexique, en particulier dans le domaine culturel.

➤ **S. Exc. Daniel PARFAIT**

Ambassadeur de France au Mexique

Il souhaite la bienvenue aux personnes présentes et insiste sur l'initiative de CUF et de l'AFD qui, dans le cadre du 3^{ème} Congrès Mondial des dirigeants locaux, ont souhaité dresser un état des lieux de la coopération entre la France et l'Amérique latine. CUF jouit d'une grande expérience aux côtés des collectivités françaises dans le domaine de la coopération décentralisée. L'AFD a une histoire beaucoup plus ancienne même si sa présence au Mexique date d'il y a à peine plus d'un an. Elle a déjà fait bénéficier la SEMARNAT d'un prêt d'un montant de 185 millions d'euros. Elle a également signé, il y a à peine une dizaine de jours, un accord avec le District Fédéral de Mexico pour la revitalisation du centre historique.

Le rôle des collectivités locales est fondamental pour le développement de la diplomatie et des relations internationales. Les collectivités locales s'insèrent de manière très complémentaire dans le dialogue que mènent entre eux les états. Il s'agit d'une approche concrète, visible, en matière d'urbanisme, de gestion de l'eau, des déchets, des transports en commun, autant de thèmes reconnus par l'ONU comme faisant partie des biens publics mondiaux. Le bénéfice pour les citoyens en est immédiatement mesurable. La présence des collectivités locales françaises au Mexique ne cesse de s'accroître.

La coopération de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur avec l'Etat de Nuevo León constitue une des premières relations de coopération décentralisée entre la France et le Mexique. De plus, la région Pays de la Loire a récemment initié une coopération avec l'Etat du Yucatan. Enfin, il signale que le thème de l'environnement est un enjeu majeur de la réalité actuelle.

➤ **Madame Betina CHAVEZ**

Directrice générale de coordination politique, secrétariat des relations internationales, gouvernement des Etats-Unis du Mexique

Le Ministère des Affaires Etrangères Mexicain a été témoin d'expériences de coopération très fructueuses. Le rôle du Secrétariat des Relations Extérieures est de faciliter et d'accompagner les processus de coopération. Ce bureau, qui existe depuis 5 ou 6 ans, a la responsabilité des liens avec les états et les municipalités.

Le programme de coopération internationale, sous la responsabilité du Ministère des Affaires Etrangères du Mexique, vise à créer un échafaudage institutionnel afin que les projets de coopération surmontent les évolutions politiques des administrations.

De plus, dans les programmes de coopération du Ministère des Affaires Etrangères du Mexique, il est suggéré aux Etats fédérés de nommer un « comité de citoyens » qui puisse donner une continuité aux projets, pour qu'il n'y ait pas d'interruption des projets lorsqu'il y a un changement d'administration.

Par ailleurs, le Congrès mexicain initie actuellement un processus législatif dans l'optique de créer une loi sur la coopération internationale pour le développement. Ce travail s'effectue depuis plusieurs années, en écoutant les différentes parties prenantes et les experts en coopération. Cette loi a subi plusieurs modifications et est encore en examen. De fait, une première étape a d'ores et déjà été franchie puisque le Congrès et le pouvoir exécutif se sont prononcés en faveur de cette loi. Il s'agit d'un processus nouveau pour le Mexique d'avoir un cadre juridique pour la coopération.

Le Ministère des Affaires Etrangères du Mexique s'engage à attirer l'attention du pouvoir exécutif mexicain sur les résultats de cette conférence.

➤ **Monsieur Michel VAUZELLE**

Président du groupe-pays Brésil de Cités Unies France et Président de la Région Provence Alpes Côte d'Azur - France

Au cours de l'histoire de la coopération décentralisée entre la France et l'Amérique latine, il y a eu une première période dans les années 80 avec une claire intention politique émanant des collectivités locales françaises d'établir des relations avec le Nicaragua, le Salvador et Cuba.

Dans un second mouvement, dans les années 90, à l'occasion du Forum Social Mondial de Porto Alegre, la coopération avec le Brésil s'est renforcée.

Depuis environ cinq ans, on constate un intérêt prononcé pour les pays émergents, en particulier le Mexique, l'Argentine, le Chili et le Brésil.

On compte aujourd'hui une centaine de coopérations décentralisées entre la France et l'Amérique latine. Ces coopérations concernent tous les niveaux, avec une focalisation sur la coopération économique, scientifique et universitaire.

La coopération avec l'Amérique Centrale est, quant à elle, fortement liée au développement, sur des thèmes comme la santé, l'éducation, la gestion des déchets, l'appui institutionnel...

Les relations avec l'Amérique latine sont basées sur la réciprocité, la solidarité. On peut parler de diplomatie participative. Il s'agit d'une diplomatie conduite par les élus locaux (gouverneurs, présidents de région, mairies...) qui organise des rencontres avec des universitaires, des chercheurs, des experts techniques, des jeunes, des sportifs, des entrepreneurs... C'est un mouvement populaire participatif qui vient tisser des liens, ce qui est très appréciable pour l'action diplomatique de la France, du Mexique et l'ensemble des pays latino-américains.

Première table ronde
Organisation territoriale et relations internationales des collectivités

État des lieux de la décentralisation en France et en Amérique latine et du degré d'autonomie des gouvernements locaux selon les pays.



♦ **Introduction au sujet**

Monsieur Hugo BETETA

Directeur sous-régional de la CEPALC au Mexique (Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes)

Le thème des inégalités est au cœur de la problématique latino-américaine. L'Amérique latine est un territoire très diversifié, avec des espaces de très forte concentration de population et de l'activité économique. Certaines municipalités possèdent un Indice de Développement Humain (IDH) qui correspond à des villes très modernes, tandis que d'autres ont un IDH moindre et parfois même inférieur à certains pays en tête de file des pays les moins avancés. On constate également de très fortes disparités en termes de répartition du Produit Intérieur Brut (PIB).

Les processus de spéculation sur les terres ont engendré une forte ségrégation spatiale, les pauvres sont maintenus à la périphérie des villes sans aucune protection sociale, sans centres d'éducation, sans espaces communs. Les jeunes adolescents ne bénéficient ni d'espace pour rester seuls, ni de lieux pour se réunir en société. Il en résulte que la dynamique sociale des villes se dégrade.

La création et le développement des marchés est une mission de l'Etat. Mais si l'Etat n'exerce pas cette mission, cela génère une « délégitimation » politique.

Le thème du rôle actif du gouvernement local dans le développement économique est extrêmement important. Les gouvernements locaux doivent s'engager pour la création d'emplois et doivent soutenir les entrepreneurs qui sont favorables à un développement social harmonieux et à une construction d'un lien social fort.

Ils doivent également s'investir dans le domaine des ressources naturelles et attacher une grande importance à la gestion des risques comme au changement climatique. Ils doivent s'interroger sur comment créer des institutions qui s'alignent sur l'aménagement du territoire afin d'éviter que les personnes les plus défavorisées ne soient exposées aux risques du changement climatique.

Enfin, ils doivent avoir la capacité d'établir une politique fiscale de redistribution efficace. Ainsi, la cohésion territoriale est un sujet majeur pour le développement de l'Amérique latine.

♦ Président de séance

Monsieur Michel VAUZELLE

Président du groupe-pays Brésil de Cités Unies France et Président de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur – France

La région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) a signé deux accords de coopération en Amérique Latine : un avec l'état de Nuevo León (Mexique) et un autre avec l'Etat de Sao Paulo (Brésil).

La région PACA compte une population de 5 millions d'habitants. C'est une région du Sud de la France, méditerranéenne, latine, située dans un espace de grande diversité culturelle, avec une part importante de la population originaire du Maghreb et très proche de la communauté juive et musulmane.

Les collectivités locales ne peuvent pas rester passives face aux tensions qui existent sur leur territoire, fruit des migrations. Ce sont elles qui sont au plus proche des citoyens, elles doivent donc promouvoir la fraternité entre les villes et les régions. Ainsi, les relations entre la France et l'Amérique latine se sont construites sur les bases de la culture et de la solidarité.

♦ Brésil

Monsieur Mario REALI

Représentant du Front National des Maires (FNP), Maire de Diadema (Etat de Sao Paulo)

Le Brésil et le Front National des Maires Brésiliens accordent une grande importance à la coopération avec la France. En 2009, un accord de coopération a été signé entre les Présidents Lula et Sarkozy. De plus en plus de gouverneurs locaux brésiliens conçoivent la coopération décentralisée comme une forme d'échange d'expériences à l'échelon des acteurs locaux et notamment des échanges sur les modèles de développement, de participation et d'inclusion sociale.

À partir de 1988, avec la Constitution, les gouvernements locaux brésiliens ont été renforcés, de nouvelles responsabilités leur ont été attribuées et les activités des mairies ont été redéfinies. Durant toutes ces années, les collectivités locales ont lutté pour obtenir plus de ressources. Environ 19 % du budget fédéral est consacré aux municipalités. Depuis la promulgation de cette Constitution, les collectivités ont de plus en plus de responsabilités et assument également de nouvelles attributions en matière de politiques publiques : santé, éducation, en plus des investissements en infrastructures et des garanties de développement.

À l'heure actuelle, la construction des politiques publiques émane des conférences municipales et de l'échelon étatique, pour arriver à définir la politique nationale. C'est ce qui a permis un renforcement du pouvoir local. La France possède une grande expérience dans la coopération décentralisée. Cette référence est très importante pour les collectivités brésiliennes. Il faut renforcer les gouvernements locaux et accroître les échanges avec la société civile. Pour ce qui est de l'expérience brésilienne, même si il y a beaucoup de ressources, la coopération décentralisée n'en est qu'à une étape initiale. Il existe des limites institutionnelles et il est nécessaire de créer un cadre de régulation qui permette d'organiser cette coopération décentralisée.

La municipalité de Diadema a un accord avec la ville de Montreuil et souhaite continuer d'approfondir cette relation. La gestion municipale tant de Diadema que de Montreuil a pu être modifiée.

Il y a une volonté de renforcer la coopération universitaire et surtout la coopération trilatérale, entre Diadema, Montreuil et le Mali. Il existe en effet un projet d'assainissement, de collecte des ordures ménagères, de drainage...

Il est important de rentabiliser ces investissements pour que le projet puisse être suivi. Il est nécessaire de créer une loi fédérale qui puisse permettre d'accorder une continuité à ce projet et progresser dans d'autres projets de coopération technique et académique. Il y a même des projets de développement et d'investissements en infrastructures.

Une autre question importante est de renforcer les pouvoirs locaux sans affaiblir le pouvoir national. Même si la Constitution a déjà plus de 20 ans, il y a encore la recherche permanente d'un pacte fédéral de respect et de renforcement des pouvoirs locaux, qui est l'échelon où se réalisent les possibilités et les demandes de coopération internationale.

Les grands problèmes mondiaux affectent les municipalités et les autorités locales. Cependant, le Brésil a réussi à créer des programmes pour surmonter le problème du logement et de l'emploi, qui touchent de plus en plus les municipalités et la vie des personnes.

Il y a donc une volonté de renforcer la coopération et les processus d'associations avec les villes françaises pour permettre de construire des processus de développement durable, qui respectent l'environnement et qui, surtout, améliorent la vie de tous nos peuples.

♦ Colombie

Monsieur Gilberto TORO GIRALDO

Directeur Exécutif de la Fédération Colombienne des Municipalités

La Colombie est un pays de 45 millions d'habitants avec une population urbaine à 75 %. C'est un pays unitaire qui fonctionne sur le principe de la décentralisation, avec une autonomie des entités territoriales. Les gouvernements intermédiaires sont : 32 départements et 1 101 municipalités (dont 6 districts), régies par un état social de droit depuis 1991.

La Constitution de 1991 indique que la Colombie sera régie par les droits fondamentaux pour garantir la dignité humaine. Les départements et les municipalités bénéficient d'une relative autonomie dans les limites établies par la Constitution et par la loi, qui leur permettent de gouverner avec leur propre autorité, qui sont élus au suffrage universel et qui exercent les compétences qui leur sont attribuées.

La municipalité est l'entité fondamentale de l'Etat, elle doit administrer les ressources, prélever l'impôt, participer aux réseaux nationaux... Pour cela, il est de sa compétence de garantir les services publics et sociaux, en plus d'organiser le territoire, de promouvoir la participation citoyenne et d'améliorer la qualité de vie de la population.

L'un des grands défis à relever en Colombie est de permettre aux maires de passer du statut d'administrateur public à celui de gérant du développement économique local. 91 % des municipalités sont de catégorie 5 et 6, c'est-à-dire avec une population de moins de 20 000 habitants, avec une grande dépendance aux financements de la nation car elles ne bénéficient pas de la capacité de générer des ressources propres suffisantes. L'essentiel des ressources des municipalités proviennent des revenus propres (fiscaux ou non fiscaux) et des impôts.

Avec le Système Général des Participations (SGP, système de transfert des ressources de la nation aux entités territoriales), l'Etat prévoit un financement particulier pour les réserves indigènes, pour les municipalités riveraines de la rivière de la Magdalena, pour l'alimentation scolaire et pour les fonds de pensions territoriaux. Le reste est destiné à l'éducation et à la santé.

L'objectif est de réussir à progresser le plus rapidement possible en termes de couverture et de qualité de l'éducation, de la santé, de l'eau potable et de l'assainissement. 4 % des ressources sont destinées à la culture, 4 % au sport, 10 % aux fonds de pension territoriaux et 42 % à la recherche et à l'investissement.

Les compétences des municipalités en Colombie sont l'éducation, la santé, l'eau potable, l'assainissement, les services publics, le logement, le secteur agroalimentaire, les transports, l'environnement, les centres de réclusion, le sport, les loisirs, la culture, la gestion et la prévention des catastrophes naturelles. Certaines de ces compétences sont partagées au niveau départemental et national : promotion du développement, aides aux catégories sociales défavorisées, personnes âgées, enfance, infrastructures municipales, développement communautaire, justice, ordre public, sécurité, protection du citoyen, restaurants scolaires et emploi.

La Colombie, comme le Mexique, Haïti ou le Nicaragua, est un pays où les maires ne peuvent pas enchaîner deux mandats consécutifs. Ainsi, tous les 4 ans, les municipalités sont confrontées au changement, ce qui peut mettre fin à la continuité des programmes engagés.

Les gouvernements locaux deviennent des acteurs clés dans l'agenda du développement international. Ils suivent désormais une ligne spécifique, des stratégies d'internationalisation, une participation active au système international de développement, dans l'accès aux ressources, les échanges d'expériences, la création de réseaux d'information, la coopération économique.

Les associations des gouvernements locaux doivent donner à leurs membres la capacité d'accéder, de connaître, de participer à ces relations de coopération internationale qui sont très riches, mais il faut également effectuer un travail local, de coopération horizontale à l'échelle étatique ou à l'échelle Sud/Sud. Il existe quelques expériences de certaines communes colombiennes qui ont un écho plus important à l'extérieur du pays qu'au sein même de l'Etat Colombien.

La fédération colombienne des municipalités réalise une foire de l'innovation, un salon qui permet de mettre en relief des expériences réussies de gestion locale. Cette foire produit des résultats très intéressants car elle permet aux municipalités de partager leurs expériences et d'en développer de nouvelles. L'internationalisation est possible, rentable et peut être optimisée. À l'heure actuelle, ce sont les villes les plus grandes qui ont réussi à établir des contacts internationaux, mais les villes de taille inférieure peuvent également se renforcer.

La fédération colombienne des municipalités est actuellement une des entités jouissant d'une des plus fortes capacités d'influence en termes de politiques publiques. Elle représente les municipalités colombiennes dans des événements internationaux, mais cette présence n'est pas possible sans les agences de coopération qui ont compris qu'en plus d'aider les municipalités, il est nécessaire de renforcer le rôle des associations nationales des gouvernements locaux pour accomplir le rôle de défense de la décentralisation.

Dans un contexte de concentration des compétences et de restrictions budgétaires, il est nécessaire d'avoir des associations nationales de gouvernements locaux puissantes afin d'être considérées comme de véritables porte-parole et représentants.

Débat avec les participants

QUESTIONS

➤ **Lourdes Marquina**

Enseignant chercheur à l'Université Autonome de la Ville de México

Elle s'interroge sur les expériences de création de « conseils citoyens » pour poursuivre des projets de développement. Une expérience sur les conseils citoyens existe-t-elle ? Quelles sont les motivations de la création de ces structures ? De telles structures permettraient-elles la continuité des projets au-delà de la durée des mandats des autorités en place ?

➤ **Mario Enzastiga**

Représentant du gouvernement de l'Etat de Michoacán

Au Mexique, il y a des associations par partis politiques et représentants politiques des gouvernements locaux. Or, elles ne donnent pas l'impulsion nécessaire pour que les gouvernements locaux soient les acteurs du développement local. Les autorités locales ont toujours plus de restrictions pour résoudre les problèmes régionaux de grande envergure, ce qui oblige à être pluridisciplinaire et à créer des communautés de communes. Comment fonctionnent les communautés de communes et comment les renforcer ?

➤ **Madame Pineda**

Question pour Monsieur Toro. Quelle est la responsabilité de la municipalité face à l'emploi en Colombie ?

Question pour Monsieur Beteta. La CEPALC a-t-elle pensé à des solutions pour les problématiques liées à la jeunesse ?

REPONSES

➤ **Mario REALI**

Représentant du Front National des Maires (FNP), Maire de Diadema (Etat de Sao Paulo)

Le Brésil jouit d'une certaine expérience dans la formation des communautés de communes, principalement dans les régions métropolitaines où les problèmes sont très communs entre les villes.

Dans la relation des municipalités avec les états, qui seraient dans ce cas la seconde instance de pouvoir des entités fédérées, à de nombreuses reprises, le dialogue est centralisé en raison de l'origine historique du rôle des états dans le pays. Les états au Brésil ont un fort caractère centralisateur de politique. Le système de santé, par exemple, est de la compétence des trois niveaux de gouvernement. Les municipalités apportent les soins de bases, les soins intermédiaires et plus complexes sont confiés aux autres instances gouvernementales.

Certains états ont des difficultés à affecter des ressources, ils n'arrivent pas à couvrir le pourcentage minimum, les municipalités doivent apporter au moins 15 %.

➤ **Michel VAUZELLE**

Président du groupe-pays Brésil de Cités Unies France et Président de la Région Provence Alpes Côte d'Azur – France

La France compte 36 000 municipalités, il existe une véritable organisation de coopération et d'action intégrée de regroupements de municipalités. Les régions jouent un rôle important pour établir la cohésion sociale et territoriale. L'organisation territoriale « à la française » permet d'avoir une justice sociale, une égalité entre les villes riches et pauvres.

La région est plus proche des problèmes des municipalités pauvres que l'état, et cela permet d'établir une correspondance avec l'éthique républicaine de solidarité et d'égalité ainsi qu'une organisation territoriale qui évite la concentration excessive.

Il y a une volonté de cohésion sociale et territoriale dans l'aménagement du territoire et de l'ensemble du territoire mondial. En parlant de territoire mondial, il faut exiger que les collectivités territoriales, qu'ils s'agissent d'états fédérés, de régions ou de municipalités, participent à la gouvernance mondiale et soient reconnues et acceptées dans cette concertation. Pour cela, le Forum Global d'Associations de Régions (FOGAR), en partenariat avec le PNUD et CGLU, organisera un séminaire en 2011 à Genève.

➤ **Gilberto TORO GIRALDO**

Directeur Exécutif de la Fédération Colombienne des Municipalités

En Colombie, avec les nouvelles réformes fiscales, les municipalités n'emploient plus de bureaucrates, elles promeuvent désormais la création des petites et moyennes entreprises, notamment en attirant les investisseurs internationaux.

➤ **Hugo BETETA**

Directeur sous-régional de la CEPALC au Mexique (Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes)

La question de la jeunesse est un thème très complexe et largement débattu. La CEPALC souhaite le renforcement de l'état au niveau local, un état qui planifie, qui écoute les jeunes sans criminaliser leur revendication et un état qui encourage le développement. La CEPALC pense que cette combinaison des espaces de participation et d'un état qui régleme constitue une partie de la solution.

Seconde table ronde
***Expériences et perspectives de coopération entre collectivités
françaises et latino-américaines***



♦ **Présidente**

Madame Rosalinda MUÑOZ SANCHEZ

Représentante du Président de la Fédération Nationale des Municipalités du Mexique (FENAMM), Présidente Municipale de Tlaxco

La FENAMM compte 1500 municipalités membres, soit 62 % de la totalité des communes du pays. La FENAMM a réalisé des projets de coopération comme à San Luis Potosí, où a été menée à bien la création de « conseils citoyens » en collaboration avec la ville de Barcelone. En 1990, à Ciudad Victoria, la planification et la gestion urbaine a été mise en œuvre.

♦ **Introduction**

Monsieur Antoine JOLY

Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales du Ministère Français des Affaires Etrangères et Européennes

Son intervention s'inscrit dans le cadre des caractéristiques des coopérations décentralisées Françaises en Amérique latine et des outils pour pouvoir développer ces coopérations.

L'état français reconnaît l'importance de la coopération décentralisée, reconnue par la loi et appuyée financièrement. La coopération décentralisée est autonome et décidée par les collectivités territoriales, ce sont elles qui choisissent leur partenaire et les thèmes de leur coopération.

La coopération décentralisée française en Amérique latine est en plein développement et cette croissance devrait se poursuivre. À l'heure actuelle, on compte une centaine de collectivités territoriales françaises ayant un lien de coopération avec l'Amérique latine, ce qui est relativement faible quand on sait qu'il existe plus de 3000 collectivités territoriales menant des coopérations décentralisées.

La coopération décentralisée française se concentre en Afrique subsaharienne et en Méditerranée. La coopération décentralisée avec l'Amérique latine possède ses propres caractéristiques, différentes des coopérations avec l'Afrique ou la Méditerranée. La première différence se retrouve au niveau des collectivités territoriales. Les collectivités les plus actives en Amérique latine sont les régions. Ainsi, les trois régions françaises les plus importantes en Amérique latine, d'un point de vue du financement, sont la région PACA, la région Ile-de-France et la région Rhône-Alpes.

Il y a d'autres régions moins importantes en terme financier, mais très innovatrices comme la région Champagne-Ardenne, Nord-Pas-de-Calais ou la région Pays de la Loire, qui commencent à établir des liens de coopération en Amérique latine. La plupart de ces régions sont présentes à ce séminaire. Au plan régional, il y a de grands absents qui pourraient s'intéresser à l'Amérique latine, comme la région Aquitaine ou Midi-Pyrénées. Certains départements français sont très actifs, comme l'Hérault, le Finistère, la Haute-Saône, les Hautes-Pyrénées. Il y a aussi des grandes villes comme Bordeaux, Nantes et Paris, qui est très sollicitée de la part de capitales latino-américaines.

Le second élément qui diverge avec la coopération Africaine ou Méditerranéenne est qu'il s'agit d'une coopération économique, très liée aux compétences régionales, comme les pôles de compétitivités, le développement agricole et viticole, la formation professionnelle, la coopération universitaire, le tourisme, le développement durable, l'eau, les transports, les déchets, la biodiversité. Il existe aussi d'autres secteurs d'échanges dans les domaines sociaux, la représentation des femmes, la prévention du SIDA, la jeunesse...

Dans les présentations précédentes, les inégalités entre régions en Amérique latine ont été soulignées. La coopération française s'intéresse davantage à une Amérique latine émergente qu'à celle qui est confrontée à des difficultés d'accès aux services essentiels. Il existe peu de coopération pour l'appui institutionnel, alors qu'au contraire, ce type de coopération est important en Afrique. Une des raisons réside dans la problématique de la langue, à la structure des pays émergents qui sont des états fédéraux quelques peu éloignés de l'état français décentralisé, que l'on retrouve beaucoup plus en Afrique. Mais pour certains thèmes, il existe des échanges sur le thème de l'appui institutionnel ou l'intercommunalité. On peut dire que l'échange s'est inversé, c'est-à-dire que les Français sont venus en Amérique latine pour approfondir le thème de la démocratie participative.

La troisième différence est en terme méthodologique. On est moins dans une coopération entre services de collectivités territoriales, de service à service ou d' élu à élu, qu'une coopération qui s'appuie sur les acteurs du territoire et qui essaye de faire en sorte que ces acteurs du territoire puissent développer des coopérations avec leur homologues du territoire partenaire. La perception que nous avons de l'Amérique latine est une conception de pays en développement avec lesquels nous pouvons développer des partenariats plus que de l'aide publique au développement.

Un certain nombre d'outils est mis en œuvre pour renforcer ces coopérations.

En premier lieu, un outil connu est d'organiser des rencontres de la coopération décentralisée. Ainsi, des rencontres ont été organisées avec le Mexique, le Brésil, l'Argentine et le Chili, afin que les collectivités françaises puissent mieux connaître ces pays et s'intéresser aux projets de coopération avec les collectivités locales. Nous avons agi ainsi avec l'Argentine et cela a permis à la région Champagne-Ardenne d'établir des liens de coopération avec la province de Salta.

Pour le cofinancement des projets avec les pays émergents, le Ministère des Affaires Etrangères français souhaite avoir une démarche partagée avec l'Etat concerné pour mettre en place un soutien conjoint de ces coopérations décentralisées. Cela est quelque peu compliqué et en définitive, actuellement, l'idée est de développer des appels à projets thématiques par pays, comme ce fut le cas avec l'Argentine. Il est envisagé de développer ce dispositif de financement avec les pays suivants : Mexique, Chili et Brésil, entre autres.

Il est nécessaire de trouver de nouvelles formes de coopération en s'appuyant sur des approches thématiques ponctuelles qui permettent de mobiliser l'expertise des collectivités territoriales et d'établir des alliances avec les acteurs locaux.

Il faut également développer le partenariat avec les opérateurs, en particulier l'AFD. L'AFD travaille de plus en plus avec les autorités locales du Sud. Avec les autorités locales d'Amérique latine, il peut s'agir de points d'appui intéressants pour que des collectivités territoriales françaises et des collectivités du Nord puissent s'associer à des projets de coopération dans cette aire géographique.

♦ Colombie

Madame María Eugenia RAMOS

Directrice de l'Entreprise de Développement Urbain de Medellín (EDU). Présentation de la transformation urbaine et sociale de la ville de Medellín et la coopération avec l'AFD.

La Colombie est située au nord-ouest du continent sud-américain et la ville de Medellín dans le secteur central, dans la zone andine du pays. La ville se trouve dans une vallée, ce n'est pas une ville côtière, ce qui limite sa compétitivité puisqu'il n'y a pas de capacité portuaire. Medellín est à 1 600 mètres au-dessus du niveau de la mer. C'est sur la base de cette approche topographique que s'est réalisé le développement de la ville.

Medellín compte 2 300 000 habitants, avec une couverture quasi-totale de la population au niveau des services publics, de l'accès à l'eau, de l'assainissement, de la téléphonie... Cela a permis de générer de nouveaux investissements dans d'autres domaines dont la ville a fortement besoin, comme l'éducation ou la santé. Le budget annuel s'élève aux alentours de 1,5 milliards de dollars, avec une part importante pour l'éducation et la santé, et une autre part destinée à des projets pour lesquels l'AFD a montré un intérêt particulier.

Dans les années 80 et 90, Medellín est devenue la ville la plus dangereuse de la planète, avec 300 morts violentes pour 100 000 habitants, ce qui correspond au taux actuel de Ciudad Juarez. En 2007, la ville est passée de 300 à 30 morts violentes pour 100 000 habitants.

Il est clair que tous les problèmes ne sont pas résolus, mais nous sommes dans un processus d'amélioration continue avec la conviction que notre ville peut aller de l'avant. Les deux problématiques fondamentales identifiées sont les inégalités sociales criantes et la violence engendrée par le narcotrafic. Une fois que ces deux problématiques ont été identifiées, depuis 2004, le gouvernement local a établi des stratégies atypiques pour réussir la transformation de la ville.

Cette stratégie a été initiée en définissant les principes de la gestion publique et les rendants publics et transparents, avec l'objectif de regagner la confiance des citoyens. Le fait de rendre public ces principes et surtout de les appliquer de façon rigoureuse, a permis de mener à bien tous les projets et d'atteindre le développement que connaît aujourd'hui la ville.

Medellín dispose d'un système public de métro, complété par deux téléphériques appelés « métrocables » pour rejoindre la partie haute de la ville. L'AFD a souscrit un accord avec la ville de Medellín au début de cette année, à travers lequel ce système de transport collectif sera complété par un système de tramway. L'AFD est intéressée pour appuyer le développement du tramway de Medellín en apportant un crédit d'un montant de 250 millions de dollars. Elle est aussi intéressée pour systématiser les expériences réussies de la ville.

Concrètement, il a été établi une cartographie des zones de la ville confrontées à un indice de développement humain (IDH) faible. Ces zones correspondent aux zones qui comptent la quantité d'homicides la plus importante. La ville de Medellín a progressé de plus de dix points en termes d'IDH, en étant intervenue de manière radicale dans les zones présentant les indices de développement les plus faibles, comme le Nord-Ouest, le Nord-Est et quelques zones du centre.

Le Sud concentre les catégories socio-économiques les plus élevées, la ville est confrontée à de profondes inégalités sociales. Une fois ces zones identifiées, il a été pris la décision d'intervenir, en réalisant des projets appelés projets urbains intégraux (PUI).

Ces PUI sont des instruments d'intervention sur le territoire qui conjuguent trois aspects : physiques, sociaux et interinstitutionnels.

En ce qui concerne les aspects physiques, il s'agit d'intervenir pour améliorer l'espace public et rendre aux citoyens leurs sites fondamentaux de rencontre. Il faut aussi rendre les édifices publics comme des sites appartenants aux citoyens. Il y a également une dimension sociale, il est absolument fondamental que les citoyens soient pleinement intégrés dans ces processus. Ce sont les habitants qui déterminent quelles sont leurs nécessités vitales et comment les résoudre. Par la suite, les services de la ville gérant les aspects techniques convertissent ces nécessités en interventions physiques. Cependant, il est fondamental de travailler conjointement avec les institutions présentes sur le terrain. Ce travail interinstitutionnel vise à ce que toutes les stratégies du gouvernement se regroupent en un seul espace du territoire.

Les objectifs des PUI sont, dans un premier temps, d'articuler les actions municipales dans un unique territoire afin de créer des synergies. Dans un second temps, il s'agit de s'assurer que les interventions de l'état sont en adéquation avec les besoins ressentis par la population. Dans un troisième temps, il s'agit de mener à bien la construction d'espaces et d'équipements publics. Enfin, il s'agit de promouvoir des programmes de logement dans les secteurs où se trouvent les populations défavorisées. Il est fondamental de ne pas générer de déracinement ni de migrations urbaines forcées par les interventions de l'état. Il s'agit au contraire de garantir qu'il y ait des logements viables dans ces territoires où est historiquement basée la population.

Les territoires dans lesquels interviennent les PUI sont des territoires où :

- La dette sociale historique est très élevée
- L'IDH est faible
- Les interventions de l'état sont mal articulées
- Tous les maires souhaitent mener à bien des grands projets, mais ils le font de manière peu coordonnée, avec des résultats en demi-teinte
- Les conditions de l'espace public sont précaires
- Il y a un déficit de logements
- Se manifeste une détérioration de l'environnement et des ressources naturelles.

Le premier projet urbain intégral a été initié en 2005 et s'est achevé en 2009. L'investissement a atteint 150 millions de dollars, en plus des investissements pour le « métrocable ». La zone concernée était une zone de la ville où les services publics étaient déficients, les trottoirs quasi-inexistants et les logements s'étendaient directement sur la rue. Les interventions réalisées ont permis de donner la priorité à la population et aux piétons.

Un autre projet réalisé est le parc de la bibliothèque Santo Domingo, situé dans la partie la plus haute de la colline, une zone difficile d'accès et confrontée au plus bas IDH de la ville. En 2008, il a été réalisé un des projets architecturaux les plus importants d'Amérique latine. Les plus grandes œuvres, les plus grands équipements, doivent se réaliser dans les zones dans lesquelles la dette historique est la plus élevée. Ce parc est devenu un site architectural et a permis à cette zone de devenir un passage obligatoire pour les touristes. Aujourd'hui, la circulation est totalement libre dans tout le quartier grâce à ce type de projet.

♦ France

Monsieur Eduardo RIHAN CYPEL

Conseiller régional en charge des réseaux de la commission internationale du Conseil Régional d'Île-de-France. Présentation de la coopération avec la région métropolitaine de Santiago du Chili et de la ville de São Paulo.

La région Ile-de-France est la zone métropolitaine de Paris. Elle compte 12 millions d'habitants et 1281 communes, 700 000 entreprises, ce qui représente 30 % du PIB français. Les orientations de la coopération internationale de la région Île-de-France, dont le budget s'élève à environ 10 millions d'euros, peuvent se résumer en trois points :

- La coopération institutionnelle : renforcement de la capacité d'action des collectivités partenaires ;
- La coopération dans les projets : elle s'efforce de répondre le plus efficacement possible aux aspirations de la population ;
- Une coopération de société à société : elle est tournée vers les acteurs franciliens associatifs, sociaux et économiques, pour les inciter à prendre part à ces échanges.

Dans chaque relation de coopération, un comité mixte est créé au sein duquel participent les élus et les fonctionnaires de l'administration des deux collectivités partenaires afin de garantir la réalisation des projets. Dans certaines régions, nous avons des coopérateurs franciliens sur place, comme c'est le cas à Santiago.

Les premières actions de coopération avec la ville de Sao Paulo ont débuté en 1994 et se sont formalisées en 2004 avec la signature d'un accord de coopération entre la ville de Sao Paulo et la région Ile-de-France. À partir de 2007, cette coopération s'est élargie à l'état de Sao Paulo.

L'action se concentre avant tout dans le domaine du développement économique, de la recherche et de la culture. Quant aux biotechnologies, il existe une série de programmes et il a été initié un inventaire des biotechnologies et échanges entre les entreprises et les acteurs économiques des deux territoires.

En 2005, le programme ARCUS a été mis en œuvre. Il s'agit d'une coopération universitaire et scientifique cofinancée par le Ministère des Affaires Étrangères, qui permet une coopération entre les chercheurs français et brésiliens dans des domaines très divers comme les sciences urbaines, les mathématiques appliquées, l'intégration économique et politique en Amérique latine, les interactions entre l'Europe et l'Amérique latine, l'art, la littérature, les spectacles...

Au plan culturel, la région s'est associée à Sao Paulo pour réaliser des expositions variées, surtout dans le cadre de l'année du Brésil en France. Actuellement, un projet de centre culturel et d'action sociale est en cours de réalisation. La première pierre de l'édifice a été posée il y a peu, dans un quartier de la ville relativement défavorisé. Le budget de la coopération avec Sao Paulo s'élève à 1,2 millions d'euros.

La seconde coopération avec l'Amérique latine est avec la région métropolitaine de Santiago du Chili. L'Île-de-France accompagne cette région depuis le début des années 90 avec la signature d'un accord de partenariat et de coopération en 1995. Un coopérateur représente la région Île-de-France sur place. Les actions se sont orientées sur les compétences obligatoires de ces deux collectivités. Deux actions ponctuelles ont été menées, une dans le cadre des célébrations du bicentenaire de l'indépendance du Chili, une autre pour appuyer la reconstruction suite au séisme du 27 février 2010. Sur les compétences obligatoires, les domaines coopération concernés sont l'urbanisme et l'aménagement du territoire.

Les transports et l'environnement sont aussi deux axes importants de cette coopération. Depuis la création de l'autorité régulatrice des transports, il y a eu un appui à la décentralisation des transports, qui auparavant étaient de la compétence nationale et qui est désormais une compétence de la région. Ceci se reflète dans la création du système de transport « Transantiago ».

De plus, la région a appuyé un projet de micro-crédit dans la région de Santiago, projet qui a bénéficié à 5500 personnes. Elle a également contribué à la création d'une auberge pour les enfants handicapés et a participé à l'organisation de la semaine française au Chili, pour faire connaître les produits et les entreprises françaises. Le budget d'aide à la reconstruction suite au séisme s'élève à environ 1,5 millions d'euros, notamment pour reconstruire l'Institut Supérieur du Commerce à Santiago.

Depuis plusieurs années, on constate que les coopérations avec l'état de Sao Paulo et avec la ville de Santiago ne sont pas au même niveau d'avancement. Cela s'explique par des raisons conjoncturelles mais aussi parce que les formes stratégiques de l'intervention de la région Île-de-France n'ont toujours pas été clairement définies.

Il est nécessaire de trouver différentes formes de coopération avec l'Amérique latine, parce que les besoins de ces régions ne sont pas les mêmes que ceux des régions françaises. Il faut s'intéresser aux problématiques des mégapoles, ces dernières ont aussi besoin de se développer. Il faut donc se concentrer sur des partenariats qui appuient ce développement et qui permettent une inscription au cœur du XXI^{ème} siècle. De cette façon, il sera possible de trouver de nouvelles orientations, de construire des partenariats nouveaux, inédits et innovants, notamment avec les pays émergents, qui ne nécessitent pas forcément un appui uniquement financier et budgétaire.

Au lieu de penser en termes d'investissement ou d'aide à la construction, il faut essayer de créer des partenariats basés sur notre propre expertise, nos savoir-faire, notre maîtrise et nos outils, pour essayer à la fois d'aider nos partenaires latino-américains mais aussi pour apprendre d'eux. Il ne faut pas se limiter à une vision eurocentrée, nous avons aussi beaucoup à apprendre, nous partageons des enjeux communs, que ce soit sur les plans de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du transport, de l'environnement... Nous avons à la fois des situations spécifiques mais en même temps des situations communes avec des outils différents qui peuvent aider les uns et les autres.

♦ France

Monsieur Philippe PAPIN

Conseiller Régional, membre de la Commission Europe-Internationale-Interrégionale du Pays de la Loire. Présentation de la coopération décentralisée avec l'état du Yucatan.

La région Pays de la Loire est située à l'ouest de la France et compte 3,5 millions d'habitants. C'est une région relativement verdoyante, avec une agriculture riche et diversifiée. Elle possède un patrimoine culturel important et un patrimoine naturel riche, notamment avec l'existence de quatre parcs naturels régionaux. C'est une région relativement industrialisée et homogène, sur les 2 ou 3 grands centres urbains, en particulier sur la façade atlantique avec la région de Nantes / Saint-Nazaire, où se situe une industrie lourde, avec entre autres des chantiers navals et de construction aéronautique.

En ce qui concerne les échanges commerciaux, la ville de Nantes est le quatrième port de France et donne à la région une ouverture sur les échanges internationaux.

En ce qui concerne les actions de coopération de la région, il existe un partenariat bien établi avec la Chine depuis 7 ou 8 ans. Une coopération est également naissante avec l'Inde. Il existe aussi une coopération avec le Burundi. Quant à l'Amérique latine, il y avait encore peu d'actions de coopération menées par la région, mais il y avait une véritable volonté de trouver de nouvelles voies de coopérations avec cette zone.

L'opportunité d'une coopération avec l'Amérique latine s'est présentée l'année dernière avec l'organisation d'une course transatlantique appelée « la solidaire du chocolat ». Cette course représente bien plus qu'un simple événement sportif, il s'agit aussi d'une occasion d'exprimer une forte solidarité puisque chaque équipage doit également financer des projets de solidarité à travers le monde. Cette course avait pour point de départ la ville de Saint-Nazaire et pour arrivée le port de Progreso, au Yucatán, ce qui a été l'occasion d'établir un jumelage entre ces deux villes. Par la suite, madame la gouverneure du Yucatán a exprimé sa volonté d'élargir cette coopération à l'ensemble du territoire du Yucatán pour une coopération avec la région des Pays de la Loire.

Après des missions de prospectives courant 2009, la coopération entre la région des Pays de la Loire et l'état de Yucatán s'est formalisée en novembre 2009, à l'occasion de l'arrivée de la course, par la signature d'un acte de coopération entre le président de la région Jacques Auxiette et la gouverneure du Yucatán, Ivonne Ortega. Les axes de la coopération ont été définis à ce moment-là, autour du thème de l'environnement. Auparavant, une étude avait été réalisée afin de trouver les points communs entre les Pays de la Loire et le Yucatán :

- Ce sont deux territoires qui possèdent une façade maritime importante ;
- Ils sont confrontés à des problématiques communes en matière de protection de l'environnement ;
- Ils ont des enjeux communs sur le développement des activités touristiques.

Après un an de coopération, des actions très concrètes ont été réalisées autour de la protection de l'environnement et du tourisme solidaire. Par exemple, un lien et des échanges ont été établis entre le parc de Dislan et le parc du Marais Poitevin. En ce qui concerne le tourisme solidaire, il a notamment été identifié un projet de découverte du territoire du Yucatán, qui pourrait être intéressant pour le tourisme à l'échelle européenne. Le projet a été financé par le Ministère des Affaires Etrangères.

Un autre thème de coopération est le thème de l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche. Ainsi, en 2010 des échanges ont été réalisés, dans un premier temps entre les enseignants. Par la suite, ces échanges concerneront aussi les lycéens. Un colloque sur l'éducation sera organisé au Yucatán pour concrétiser cet engagement.

Des échanges économiques ont également eu lieu, notamment dans le domaine de l'agriculture. La région Pays de la Loire a reçu des responsables de la filière bovine.

Suite au séminaire d'aujourd'hui, une délégation de la région se rendra au Yucatán afin d'établir le bilan de cette première année de coopération, pour renforcer les choix et les actions qui ont été mises en œuvre et pour définir les actions pour les deux prochaines années.

Deux événements forts vont être mis en place : la deuxième édition de la « solidaire du chocolat » et l'année du Mexique en France qui, dans la région Pays de la Loire, se focalisera sur la découverte de la culture maya.

Débat avec les participants

QUESTIONS

➤ **Un représentant du gouvernement municipal de Tuxtla Gutiérrez.**

Pouvons-nous faire quelque chose au Chiapas ? Je souhaiterais échanger des informations. Le thème Maya peut s'étendre jusqu'au Chiapas. Nous pourrions faire quelque chose au sein de l'AALMAC, nous sommes 40 maires. Nous pourrions établir des liens de communication avec vous, établir des tendances générales sur les thèmes évoqués (tourisme, développement...).

➤ **Pedro Trujillo Flores**

Régisseur pour la ville de Puebla

Dans le domaine social, quand vous identifiez une activité qui est prioritaire pour la société ou les citoyens, comment la croiser avec une vision de développement sur le long terme ? Peut-il y avoir des besoins prioritaires, mais qui sur le long terme n'entraînent pas de développement économique, social et environnemental ?

➤ **Raul GUTIERREZ**

Maire de Tenosique, état de Tabasco

Nous avons évoqué la décentralisation des soutiens internationaux, mais généralement au Mexique, ce type d'aide se maintient au niveau fédéral ou étatique. Les aides n'arrivent jamais jusqu'aux municipalités et encore moins aux municipalités marginalisées. Il est très difficile d'avoir un accès aux programmes internationaux, qui restent toujours sous la coupole du gouvernement, et nous aimerions, nous Mexicains, avoir accès à ces programmes.

➤ **Valérie NICOLAS**

Directrice de l'Alliance française au Mexique

Nous sommes une organisation civile mexicaine et nous travaillons dans le milieu éducatif et culturel. Où en est le programme « Bourse Projet » ? Ce programme nous intéresse vivement car nous sommes voués à travailler avec les délégations de la capitale et tous les jours, nous pouvons identifier des projets et des demandes.

REPONSES

➤ Philippe PAPIN

Conseiller Régional, membre de la Commission Europe-International-Interrégional du Pays de la Loire. Présentation de la coopération décentralisée avec l'état du Yucatan.

Effectivement, la proximité entre les thèmes peut être très intéressante, en particulier sur le thème du tourisme solidaire. Cela pourrait également bénéficier à votre région. Nous travaillons avec la commission du développement du tourisme solidaire avec le gouvernement du Yucatan.

Je souhaiterais ajouter qu'en France, avec Cités Unies France et le Ministère du Tourisme, de l'Ecologie et les collectivités territoriales, nous avons une plateforme pour développer l'ensemble des coopérations dans le cadre du tourisme. Cette plateforme pourrait s'étendre à d'autres régions.

➤ María Eugenia RAMOS

Directrice de l'Entreprise de Développement Urbain de Medellín (EDU). Présentation de la transformation urbaine et sociale de la ville de Medellín et la coopération avec l'AFD.

Dans la ville de Medellín, les maires doivent présenter leur plan de développement au début de leur mandat de quatre ans. Les besoins de la communauté doivent être inscrits dans ce plan de développement local. De plus, la ville a développé des mécanismes de « budget participatif et de gestion locale », au sein duquel les communautés locales sont étroitement associées. Ces dernières établissent leurs propres plans de développement, qui coïncident avec les 4 ans du mandat du maire et qui peuvent aussi aller au-delà de cette durée. Ainsi, cela prouve que les projets ne sont pas le fruit de l'unique volonté d'un leader, mais qu'il s'agit bel et bien de projets préalablement discuté auprès des communautés, qui font partie intégrante des PUI.

➤ Antoine JOLY

Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales du Ministère Français des Affaires Etrangères et Européennes

Il est satisfaisant que la coopération décentralisée puisse s'appuyer sur les acteurs de la coopération qui existent déjà, comme les Alliances Françaises. La « bourse projet » est la possibilité pour une collectivité territoriale d'un pays de définir une demande précise de coopération. La « bourse projet » est gérée par l'ambassade du pays. La difficulté n'est pas de récupérer les projets mais d'y répondre.

Pour répondre aux demandes de coopération qui émanent des collectivités territoriales du Mexique comme d'ailleurs, on ne peut pas uniquement s'appuyer sur le développement de la coopération décentralisée. Pour favoriser la réponse à ces « bourse projet », dans une quinzaine de jours, ce nouveau programme d'appui à la coopération thématique des collectivités territoriales sera lancé. Nous allons demander aux collectivités territoriales sur quels thèmes elles estiment avoir une expertise, une compétence en matière de coopération internationale. Si cette expertise est reconnue, le Ministère des Affaires Etrangères financerait les missions nécessaires à la demande ponctuelle d'un projet.

Ces « bourse projet » peuvent être attribuées s'il existe une demande très spécifique, il n'agit pas d'avoir une demande généraliste. Si vos projets sont bien précisés, vous pouvez vous inscrire auprès de l'ambassade de France et l'on peut espérer que cela intéressera une collectivité territoriale française. Il s'agit cependant d'un exercice difficile. Nous ne travaillons plus uniquement à l'échelle française mais également à l'échelle européenne. Nous avons mis en place un certain nombre d'outils pour favoriser la coopération européenne des autorités locales. Un atlas de la coopération décentralisée européenne est en cours d'élaboration. Il permettra de mieux connaître l'offre de coopération européenne et, par la suite, de répondre à la demande.

L'une des difficultés majeure de la coopération décentralisée est qu'elle est, d'une certaine façon, profondément inégale. Il faut chercher à renforcer la mutualisation, l'intercommunalité. Il faut accentuer la coopération Sud/Sud et faire en sorte que la France et l'Europe contribuent à cette dernière. La coopération décentralisée n'est pas uniquement un appui financier, c'est avant tout un échange de pratiques entre élus, entre services, sur comment gérer un territoire, comment mobiliser ses acteurs, comment le développer, comment répondre aux nécessités de la population en ayant une politique participative, dynamique, en s'appuyant sur les avantages endogènes de ce territoire.

Conclusion et perspectives du séminaire



➤ **Monsieur Jorge ALARCON**

Directeur Exécutif de l'Association des Municipalités du Mexique (AMMAC)

L'AMMAC représente 1 200 municipalités sur les 2 200 que compte le pays, ce qui regroupe environ la moitié des communes du Mexique.

Le débat qui vient de se dérouler a dénoté une grande réalité quant aux liens de coopération. Il est important de renforcer la coopération entre le Mexique et la France, entre l'Amérique latine et la France. Il faut se réunir plus souvent pour dialoguer afin que la coopération ne soit pas uniquement une volonté mais qu'elle soit concrète ; nous avons beaucoup à apprendre de la France et la France a beaucoup à apprendre des pays d'Amérique latine. Bien au-delà de ce débat, nous devons réaffirmer les accords déjà existants.

➤ **Monsieur Louis-Jacques VAILLANT**

Directeur du département Amérique latine et Caraïbes, Agence Française du Développement

On peut retenir deux éléments fondamentaux suite à ces discussions : l'autonomie des collectivités territoriales et les partenariats entre les collectivités locales françaises et latino-américaines.

La présence de l'AFD en Amérique latine est relativement récente. Le département de l'Amérique latine et de la Caraïbe a été créé il y a un an, des actions ayant débuté en 2007 au Brésil. L'AFD a une connaissance modeste de la géographie latino-américaine. C'est la raison pour laquelle nous devons particulièrement nous appuyer sur la connaissance des collectivités territoriales françaises qui interviennent depuis déjà de nombreuses années.

L'AFD s'appuie aussi sur :

- Les différents réseaux universitaires français qui travaillent sur l'Amérique latine ;
- Les institutions multilatérales : accord de partenariat avec la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement ;
- Les institutions régionales comme la Corporation Andine pour le Développement (CAF) ou la Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), avec lesquels des actions ont déjà été réalisées.

Après un an d'activité dans la région, nous sommes arrivés à un engagement supérieur à un milliard de dollars pour l'année 2010.

La question suivante sera le fil conducteur de l'exposé ci-dessous : comment, dans le dispositif français de coopération pour le développement, l'AFD peut-elle appuyer les partenariats entre les collectivités territoriales françaises et latino-américaines ?

Il faut souligner trois éléments : les fondements de la présence de l'agence, son activité et ses outils de financement.

Les fondements de la présence de l'AFD en Amérique latine, selon les mandats établis par les tutelles de l'AFD, consistent dans un premier temps à soutenir le rapprochement entre l'Europe et l'Amérique latine et à promouvoir des partenariats entre les institutions françaises et latino-américaines. Il y a des raisons très profondes à cela : un héritage culturel commun, une nécessité d'enrichissement réciproque, une histoire commune et surtout une véritable émergence économique et politique de l'Amérique latine, un décollage impressionnant depuis quelques années.

Dans le contexte de crise que nous vivons ces dernières années, crise qui n'est pas uniquement financière, mais également économique, écologique, alimentaire, sociale et politique, l'Amérique latine est un élément de la solution. C'est une des raisons profonde de la présence de l'AFD sur le continent.

Malgré ce grand potentiel, il demeure plusieurs obstacles au développement, qui peuvent se classer en quatre grandes problématiques :

- Le problème de la productivité et de l'insuffisance des infrastructures ;
- Les inégalités sociales et les disparités régionales ;
- Le thème de l'environnement dans les politiques publiques ;
- L'intégration régionale et mondiale de l'Amérique latine.

En ce qui concerne ces grands défis, les objectifs de l'AFD peuvent se résumer ainsi :

- La participation à la production de la richesse dans une logique de développement qui intègre la dimension environnementale ;
- La participation à la dynamisation économique et sociale du territoire.

Face à ces enjeux et ces finalités, nous pouvons résumer les activités de l'AFD en six points :

- Le financement de la promotion du dialogue entre la France et l'Amérique latine dans des partenariats et de la valorisation d'une certaine expertise française ;
- Le financement des villes durables au niveau des infrastructures et des équipements publics. À cet égard, l'AFD se distingue des organisations financières internationales ou bilatérales, puisqu'il s'agit de la seule institution qui, depuis déjà plusieurs années, finance directement les collectivités territoriales ;
- L'appui aux investissements dans les énergies renouvelables ;
- La contribution à la protection de la biodiversité ;
- La promotion de la production agricole et de la gestion forestière et écologique ;
- Le développement de projet de coopération trilatérale, dans la région et en Afrique. L'AFD a récemment financé un projet en Haïti, en matière de santé, avec le Brésil.

Quant aux outils, l'AFD ne bénéficie pas de prêts conditionnels, de prêts bonifiés. Les interventions menées sont des financements aux taux du marché. En réalité, les conditions restent favorables : étant donné la qualité de la notation de l'AFD, elle peut fournir des ressources moins chères que sur le marché.

L'AFD finance des Etats sous forme de prêts, qui concernent également les collectivités territoriales. Elle peut aussi financer des collectivités soit directement, soit avec la garantie des états, soit à travers d'instruments financiers.

Un autre outil qui accompagne ces prêts est les subventions, pour financer ces partenariats ou des études permettant de préparer des projets. Le montant est relativement limité (de 100 000 à un million d'euros) et permet d'accompagner ces partenariats. C'est de cette manière qu'ont été financés :

- Le système de transports de Brasilia ;
- Le programme de développement urbain de Medellín ;
- Des travaux d'aménagement du territoire fin 2009 au Mexique avec un accord de financement entre la ville de Mexico et l'état ;
- Divers travaux de recherche, notamment avec la ville de Mexico.

➤ **Monsieur Jean-Paul BACHY**

Président de la commission des affaires internationales et de coopération décentralisée de l'Association des Régions de France (ARF), Président de la Région Champagne-Ardenne

Il ne peut y avoir de coopération décentralisée sans décentralisation. En France comme en Amérique latine, les relations entre les collectivités locales et l'état demeurent un problème au cœur de l'actualité et revêtent parfois une dimension politique. Cette réflexion et cette évolution des pays respectifs se traduisent surtout par une réflexion sur la recherche de mode d'organisation et de gouvernance permettant de mieux répondre à un certain nombre de défis :

- Comment lutter contre les inégalités de développement en Amérique du Sud ?
- Comment affronter les effets déstructurants de la mondialisation ?
- Comment rendre aux populations la maîtrise de leur développement économique ?
- Comment répondre au défi climatique, qui est un défi planétaire, mais dont les solutions sont locales ?

Face à ces grands défis, des politiques d'Etat ont été instaurées. Elles se révèlent aujourd'hui insuffisantes. Dans nos pays, nous recherchons des solutions plus pragmatiques, plus concrètes et plus proche du terrain.

Une des conclusions que l'on peut retenir du débat de ce matin est qu'il existe une forte demande de réaliser des séminaires bilatéraux qui ne seraient plus à caractère généraliste mais qui seraient spécialisés sur des thèmes précis où nous pourrions confronter nos modes d'organisation et établir des solutions à la fois techniques, financières, réglementaires et pragmatiques.

Il est clair que les coopérations ont changé de nature, ce n'est pas comme en Afrique subsaharienne, où la France intervient encore en apportant une aide, parfois humanitaire. Dans la région latino-américaine, nous avons affaire à des pays et des collectivités qui se développent. Certes, il reste de graves problèmes de pauvreté et de chômage. Néanmoins, il existe en Amérique latine une dynamique qui nous impressionne, nous les européens, et qui est parfois supérieure à celle de pays comme la France.

Il est nécessaire d'approfondir 4 dimensions :

La dimension culturelle, qui a été abordée, mais insuffisamment. Nous devons faire connaître nos langues respectives. Il ne peut y avoir de coopération sans franchir l'obstacle de la langue. L'Amérique latine doit apprendre le Français et la France doit apprendre l'Espagnol. Il existe aussi une histoire et des patrimoines extrêmement riches et également des intérêts touristiques communs. Nos pays, nos régions sont des destinations touristiques qui peuvent générer des flux d'échanges.

La seconde dimension est la dimension économique. Il est louable que les municipalités travaillent ensemble. Mais pour créer des richesses, des emplois, cela concerne d'abord le fait des entreprises. Sur nos territoires, lorsqu'il existe une coopération, il est indispensable que nous mobilisions davantage le tissu économique local et que nos entreprises, notamment les PME, apprennent à travailler ensemble pour pouvoir exporter vers nos territoires et nos pays respectifs, mais également pour y investir réciproquement. L'articulation des collectivités locales pour favoriser l'action économique des entreprises reste encore insuffisamment maîtrisée.

Le troisième élément, qui est fréquemment oublié, est l'agriculture. C'est n'est pas parce que de grandes métropoles se développent qu'il faut oublier que pour alimenter le monde et pour lui permettre de subvenir à ses besoins, il faut continuer à rechercher des formes de développement moderne de l'agriculture où la qualité et la traçabilité des produits soient irréprochables. À cet égard, la région Champagne-Ardenne a amorcé des coopérations dans le domaine de la viticulture, sur les techniques de production, sur les appellations d'origine contrôlées. De même, nous avons essayé avec le Brésil, de tenter des rapprochements dans la recherche sur les agro-carburants de seconde génération. À ce titre, l'Amérique latine dispose d'une richesse insoupçonnée, mais il faudra poursuivre la mise en commun des travaux de nos chercheurs et continuer de donner la priorité à ce type de recherche et de collaboration.

La quatrième dimension concerne l'échelle régionale. Il est indispensable de rappeler que les territoires ne sont pas des problématiques spécifiques aux grandes métropoles, ce sont aussi des problèmes beaucoup plus vastes. Il s'agit de concilier la ville et la campagne en cherchant des moyens de développement plus équilibrés.

Il est clair que les régions, dans la coopération décentralisée, joueront un rôle de plus en plus important parce qu'elles seront davantage des échelons de mise en cohérence des politiques publiques. Les articulations entre le niveau local et la politique des états sont l'espace où se jouent un certain nombre de grands enjeux sur l'équipement, les infrastructures. Par conséquent, dans le cadre de ces coopérations internationales, les collectivités locales devront également intervenir et accélérer les mouvements.

Les régions devront aussi articuler, coordonner et mettre une certaine cohérence dans toute cette richesse d'initiatives qui, pour pouvoir être efficace, devront s'inscrire dans une durée définie et dans une certaine cohésion.

Le FOGAR, qui réunit les régions du monde, ne doit pas s'opposer à CGLU ; il doit s'agir d'un des éléments moteurs d'une réflexion et d'une coordination de l'action spécifique des régions. Pour cette raison, l'Association des Régions de France, de même que l'Association des Maires de France, qui regroupent l'ensemble des régions et la quasi totalité des communes françaises, souhaitent intervenir sur le territoire mexicain ainsi que dans le reste de l'Amérique du Sud, de la même façon qu'ils se sont investis dans d'autres parties du monde.

➤ **Monsieur Nicolas WIT**

Directeur Adjoint de Cités Unies France

Au nom de Cités Unies France, il tient à remercier l'AFD, qui a accepté d'organiser conjointement ce séminaire, les organisateurs du Congrès mondial de CGLU, le gouvernement du District Fédéral, particulièrement Eugène Zapata, qui a appuyé l'organisation de ce séminaire. Il remercie également les associations d'élus du Mexique, de la Colombie, du Brésil et de la France, ainsi que les élus et toutes les personnes qui se sont investies.

L'intérêt commun est de savoir renouveler nos sociétés qui sont en permanence confrontées à de nouveaux défis et crises.

**④ PROGRAMA DEL SEMINARIO
MUSEO NACIONAL DE ARTE – MEXICO
17 DE NOVIEMBRE DE 2010**

08h30 Recepción con café y registro de participantes

09h00 Ceremonia de Inauguración

09h30 Sra. Francesca RAMOS, *Coordinadora de relaciones internacionales del Gobierno del Distrito Federal-México*

Sr. Raúl GUTIERREZ, *representante del Presidente de la AALMAC (Asociación de Autoridades Locales de México) y Alcalde de Tenosique (Tabasco)*

S. Exc. Daniel PARFAIT, *Embajador de Francia en México*

Sr. Michel VAUZELLE, *Presidente del grupo-país Brasil de Ciudades Unidas de Francia y Presidente de la Región Provence-Alpes-Côte-d'Azur - Francia*

Sra. Betina CHAVEZ, *Directora General de Coordinación Política, Secretaría de Relaciones Exteriores, Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos*

09h30 **1^{RA} MESA REDONDA : Organización territorial y relaciones internacionales de los**
11h00 **gobiernos locales : Diagnóstico de la descentralización en Francia y en América latina y**
grado de autonomía de los gobiernos locales en cada país.

Presidente : Sr. Michel VAUZELLE, *Presidente del grupo-país Brasil de Ciudades Unidas de Francia y Presidente de la Región Provence-Alpes-Côte-d'Azur - Francia*

Expositores

Introducción al tema : Sr. Hugo BETETA, *Director de la Sede Subregional de la CEPALC en México (Comisión Económica para América latina y el Caribe)*

Brasil : Sr. Mário REALI, *Representante del Frente Nacional de Alcaldes (FNP), Alcalde de Diadema (Estado de Sao Paulo)*

Colombia : Sr. Gilberto TORO GIRALDO, *Director Ejecutivo de la Federación Colombiana de Municipios*

Debate

11h00

Pausa y visita a la sala de exposición del Museo del Siglo XIX

11h45

11h45 **2^{DA} MESA REDONDA : Experiencias y perspectivas de cooperación entre gobiernos locales franceses y latinoamericanos.**

13h00

Presidente : Sra. **Rosalinda MUNOZ SANCHEZ**, *Representante del Presidente de la Federación Nacional de Municipios de México (FENAMM), Presidenta Municipal de Tlaxco*

Expositores

Introducción al tema : Sr. **Antoine JOLY**, *Delegado para la Acción exterior de los Gobiernos Locales del Ministerio de relaciones exteriores y europeos de Francia*

Colombia : Sra. **María Eugenia RAMOS**, *Gerente General de la Empresa de Desarrollo Urbano del Municipio de Medellín (EDU)*. Presentación de la transformación urbana y social de la ciudad de Medellín y la cooperación con la AFD

Francia : Sr. **Eduardo RIHAN CYPEL**, *Concejal regional a cargo de las redes en la comisión internacional del Concejo Regional de Ile-de-France*. Presentación de la cooperación con la Región Metropolitana de Santiago de Chile y la ciudad de São Paulo.

Francia : Sr. **Philippe PAPIN**, *Concejal Regional, miembro de la comisión Europa-internacional-interregional del País del Loira - Francia*. Presentación de la cooperación con el Estado de Yucatán

Debate

13h00 **Conclusiones y perspectivas del seminario**

13h30

Sr. **Jorge ALARCON**, *Director Ejecutivo de la Asociación de Municipios de México (AMMAC)*

Sr. **Louis-Jacques VAILLANT**, *Director del departamento América Latina y el Caribe, Agencia Francesa del Desarrollo*

Sr. **Jean-Paul BACHY**, *Presidente de la comisión de asuntos internacionales y de cooperación descentralizada de la Asociación de Regiones de Francia (ARF), Presidente de la Región Champagne-Ardenne*

Sr. **Nicolas WIT**, *Director Adjunto de Ciudades Unidas de Francia*

5 SINTESIS DEL SEMINARIO

En el transcurso de estos últimos años, la cooperación descentralizada entre los gobiernos locales franceses y de los países emergentes conoció un marcado desarrollo especialmente con los países de América latina. Para valorizar y mejor definir estos lazos de cooperación, Cités Unies France (CUF) y la Agencia francesa del Desarrollo (AFD), con la colaboración del gobierno de la ciudad de México y del Ministerio de relaciones exteriores y Europeos de Francia, organizaron este seminario, que fue un “side-event” del Congreso mundial de CGLU.

Dos mesas redondas fueron organizadas. En la primera mesa redonda, el director sub-regional de la CEPALC en México presentó la dinámica territorial compleja que existe en América latina que frecuentemente genera y perpetúa la desigualdad. El desafío es de como explorar paradigmas de desarrollo territorial balanceado como objeto de la política pública nacional. Los representantes de las asociaciones de gobiernos locales de México, Brasil, Colombia y Francia presentaron la organización territorial y las políticas de cooperación internacional en sus respectivos países.

En la segunda mesa redonda, el delegado para la acción exterior de los gobiernos locales del ministerio de relaciones exteriores y europeos de Francia, presentó las características de la cooperación descentralizada francesa en América Latina. Luego se presentaron diferentes experiencias de cooperación descentralizada entre Francia y América Latina : la región Ile-de-France con la región metropolitana de Santiago de Chile y la ciudad de Sao Paulo y la región Pays-de-la-Loire con Estado del Yucatán. La colaboración entre la AFD y la ciudad de Medellín también fue abordada y puso de relieve la transformación urbana y social de Medellín como una experiencia innovadora con resultados concluyentes en provecho de la población.

El seminario mostró el incremento en los últimos años de la cooperación descentralizada francesa en América latina y su especificidad con respecto a la cooperaciones con África o con el mediterráneo. También se puso de manifiesto que no puede haber cooperación descentralizada sin descentralización y que hay que buscar nuevas formas de gobernanza y se hizo énfasis en la autonomía de los gobiernos locales.

El seminario reunió a unos cien participantes entre autoridades locales, regionales y funcionarios territoriales de Francia, Brasil, México y Colombia, los tres países latinoamericanos invitados y en los cuales la AFD está presente.

6 DESARROLLO DEL SEMINARIO

Ceremonia de Inauguración



➤ **Sra. Francesca RAMOS**

Coordinadora de relaciones internacionales del Gobierno del Distrito Federal - México

A nombre del gobierno del distrito federal y del Jefe de gobierno Marcelo Ebrard Casaubon da la bienvenida a los participantes, señalando que los temas que serán tratados son muy importantes para el gobierno del Distrito Federal debido a la importancia que reviste Francia para el desarrollo de la ciudad de México. La Asociación de los Alcaldes de Francia y los Alcaldes de México están muy interesadas por compartir las experiencias y todas las informaciones que permitan apoyar el desarrollo en el país. En el marco de la tercera cumbre mundial de los dirigentes locales y regionales, desea la más cordial bienvenida y espera que este seminario sea un gran éxito.

➤ **Sr. Raúl GUTIERREZ**

Alcalde de Tenosique-Tabasco, representante del Presidente de la AALMAC (Asociación de Autoridades Locales de México) y de la CONAMM (Confederación Nacional de Municipios de Mexico)

Tenosique es un municipio situado al sureste del país, en la frontera con Guatemala. Subraya la existencia de las fuertes relaciones históricas que existen entre Francia y México, en particular en el dominio cultural.

➤ **S. Exc. Daniel PARFAIT**

Embajador de Francia en México

Saluda la iniciativa de CUF y de la AFD que en el marco de la cumbre mundial de gobiernos locales han deseado analizar la situación de la cooperación descentralizada entre Francia y América Latina. CUF ha tenido una gran experiencia acompañando a los gobiernos locales en sus relaciones la cooperación. La AFD, tiene una historia mucho más antigua en este campo aunque su presencia en México data de hace apenas más de un año. Ya hubo un préstamo a la SEMARNAT (185 millones de euros) y la firma de un acuerdo para la restauración de algunos lugares del centro histórico de la ciudad de México.

El papel de las municipalidades es muy importante para el desarrollo de la diplomacia y las relaciones internacionales. Los gobiernos locales se insertan de manera muy complementaria en el diálogo que llevan entre ellos los estados.

Se trata de un enfoque concreto y visible, en materia de urbanismo, en materia de gestión del agua, de los residuos, los transportes públicos, tantos temas reconocidos por la ONU como forman parte de los bienes públicos mundiales. El beneficio para los ciudadanos es inmediatamente medible. La presencia de los gobiernos locales franceses en México no deja de aumentar.

La cooperación de la región Provence-Alpes-Côte-d'Azur con el Estado de Nuevo León es una de las primeras relaciones de cooperación descentralizada entre Francia y México. Además, la región Pays de la Loire recién ha iniciado una cooperación con el Estado de Yucatán. Señaló que el tema del medio ambiente es primordial en la realidad actual.

➤ **Madame Betina CHAVEZ**

Directora General de Coordinación Política, Secretaría de Relaciones Exteriores, Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos

El Ministerio mexicano de las Relaciones Exteriores fue testigo de experiencias de cooperación muy fructuosas. El rol de la Secretaría de Relaciones Exteriores es de facilitar y acompañar los procesos de cooperación. Esta oficina, que existe desde 5 o 6 años, tiene la responsabilidad de los lazos con los estados y las municipalidades.

El proyecto de cooperación internacional bajo la responsabilidad de la cancillería mexicana busca construir un andamiaje institucional para que los proyectos de cooperación trasciendan los cambios políticos de las administraciones.

Los programas de cooperación de la cancillería sugieren a los Estados designar a un “comité ciudadano” que de continuidad a los proyectos a pesar de los cambios políticos, para que no hubiera interrupción de los proyectos cuando hay un cambio de administración.

Además, el Congreso mexicano está iniciando un proceso legislativo para crear la ley sobre la cooperación internacional para el desarrollo. Este trabajo se efectúa desde hace varios años, en concertación con las diferentes partes y con el apoyo de los expertos en cooperación. Esta ley sufrió varias modificaciones y todavía está en examen. De hecho, ya se cumplió una primera etapa donde el Congreso y el poder ejecutivo estuvieron a favor. Se trata de un proceso nuevo para México de tener un marco jurídico para la cooperación.

El Ministerio de Relaciones Exteriores de México se compromete en llamar la atención del poder ejecutivo mexicano sobre los resultados de esta conferencia.

➤ **Sr. Michel VAUZELLE**

Presidente del grupo-país Brasil de Cités Unies France y Presidente de la Región Provence-Alpes-Côte-d'Azur - Francia

En el desarrollo de la historia de la cooperación descentralizada entre Francia y América Latina, hubo un primer periodo de los años 80 con una clara intención política en donde los gobiernos locales Franceses establecieron relaciones con Nicaragua, El Salvador y Cuba.

En una segunda etapa en los 90, con el Foro Social Mundial en Porto Alegre, se fortaleció la cooperación con el Brasil.

Desde hace unos 5 años existe un marcado interés por los países emergentes sobre todo con México, Argentina, Chile y Brasil.

Contamos hoy una centena de cooperaciones descentralizadas entre Francia y América latina. Estas cooperaciones conciernen a todos los niveles, con énfasis en una cooperación económica, científica y universitaria.

La cooperación con América Central es una cooperación ligada al desarrollo en temas como salud, educación, gestión de los residuos, apoyo institucional...

Actualmente en las relaciones con América Latina, hay mas intercambios basados en la reciprocidad, la solidaridad, lo que llamamos “diplomacia participativa” llevada a cabo por gobiernos locales (municipio o estados), que es el encuentro con universitarios, investigadores, técnicos, jóvenes, deportistas, empresarios, un movimiento popular participativo que permite tejer nuevos lazos y es nada despreciable para la acción diplomática entre Francia y México y los países de América latina.

Primera mesa redonda
**Organización territorial y relaciones internacionales de los
gobiernos locales**

Diagnóstico de la descentralización en Francia y en América latina y grado de autonomía de los gobiernos locales en cada país



♦ **Introducción al tema**

Sr. Hugo BETETA

Director de la Sede Sub-regional de la CEPALC en México (Comisión Económica para América latina y el Caribe)

El tema de la desigualdad está en el centro de la problemática de América Latina. El territorio latinoamericano es muy diverso, hay alto nivel de concentración espacial de población, de actividad económica y de la calidad de vida. Hay municipios donde se refleja un Índice de Desarrollo Humano (IDH) que corresponde a una sociedad muy avanzada y hay otros en donde este es menor que en los países que están en la cola del IDH. Hay también disparidad en la distribución del producto interno bruto (PIB).

Los procesos especulativos de la tierra han generado mucha segregación espacial, los pobres son empujados a la periferia sin protección social, centros de educación media, espacios comunes. Los jóvenes adolescentes no tienen un espacio para estar solos y tampoco para reunirse en sociedad. La dinámica social de las ciudades se ve degradada.

La función de crear y legitimar la abundancia de mercados es del Estado, pero si esa función no se ejerce, genera una “deslegitimización” política.

El tema del papel activo del gobierno local en el desarrollo económico es sumamente importante. Los gobiernos locales deben involucrarse en la creación de empleos y sostener a los jefes de producción que son favorables a un desarrollo social armonioso y a la construcción de un tejido social.

Deben también involucrarse en el tema de los recursos naturales y otorgar una gran importancia en concebir la gestión de los riesgos como el cambio climático, también en el tema de cómo crear instituciones que orienten el ordenamiento territorial para evitar que las personas más pobres estén en un lugar de riesgo de cambio climático.

Por fin, deben tener la capacidad de establecer una política fiscal de redistribución eficaz. Así, la cohesión territorial es un tema primordial para el desarrollo de América latina.

♦ Presidente

Sr Michel VAUZELLE

Presidente del grupo-país Brasil de Cités Unies France y Presidente de la Región Provence-Alpes-Côte-d'Azur - Francia

La región Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) cuenta con 2 acuerdos de cooperación en América Latina : uno con el estado de Nuevo León (México) y otro con el Estado de Sao Paulo (Brasil)

La región PACA tiene una población de 5 millones de habitantes. Es una región del sur de Francia, mediterránea, latina, ubicada en un espacio de una gran diversidad cultural, con una población muy importante originaria del Magreb, muy cerca de la comunidad judía y musulmana.

Los gobiernos locales no pueden quedar pasivos frente a las tensiones que existen en sus territorios, producto de las migraciones. Son los que están más próximos de los ciudadanos y deben promover la fraternidad entre las ciudades y las regiones. Así, las relaciones entre Francia y América Latina se han hecho sobre las bases de la cultura y de la solidaridad.

♦ Brasil

Sr. Mario REALI

Representante del Frente Nacional de Alcaldes (FNP), Alcalde de Diadema (Estado de Sao Paulo)

Brasil y el Frente Nacional de Alcaldes otorgan gran importancia a la cooperación con Francia. En 2009, se firmó un acuerdo de cooperación entre los Presidentes Lula y Sarkozy. Cada vez más los gobiernos locales brasileños apuestan a la cooperación descentralizada como una forma de intercambio de experiencias entre actores locales y buscan modelos de desarrollo, de participación y de inclusión social.

Con la Constitución de 1988, los gobiernos locales brasileños se han fortalecido atribuyéndoles nuevas competencias y las actividades de los ayuntamientos han sido redefinidas. Durante los últimos años se luchó por obtener más recursos. Actualmente el 19 % del presupuesto federal es destinado a los municipios. Desde la promulgación de esta Constitución, los gobiernos locales tienen cada vez más responsabilidades y también asumen nuevas atribuciones en materia de políticas públicas : salud, educación, además de las inversiones en infraestructuras y las garantías de desarrollo.

La construcción de las políticas públicas emana de conferencias municipales y el escalón estatal, para lograr definir la política nacional. Es lo que permitió un fortalecimiento del poder local.

Francia tiene una gran experiencia en cooperación descentralizada, Brasil se encuentra en una etapa inicial, existen limitaciones institucionales y es necesario crear un marco de regulación que permita organizar esta cooperación descentralizada.

El municipio de Diadema tiene un acuerdo con la ciudad de Montreuil y desea continuar profundizando esta relación. La gestión municipal tanto en Diadema como en Montreuil pudo ser modificada. Hay una voluntad de fortalecer la cooperación universitaria y sobre todo la cooperación trilateral, entre Diadema, Montreuil y Malí. Existe en efecto un proyecto de saneamiento, de colección de la basura doméstica, del drenaje... Es importante rentabilizar estas inversiones para que el proyecto pueda ser seguido.

Se debe de crear una ley federal que permita avanzar en los proyectos de cooperación técnica y académica e incluso para proyectos de desarrollo de inversión en infraestructuras.

Otra cuestión importante es reforzar los poderes locales sin debilitar el poder nacional. Aunque la Constitución tiene ya más de 20 años, todavía hay una búsqueda permanente de un pacto federal de respeto y de fortalecimiento de los poderes locales, que es el escalón donde se realizan las posibilidades y las demandas de cooperación internacional.

Los grandes problemas globales afectan a los municipios y a los poderes locales. Sin embargo, Brasil ha creado programas de superación en la vivienda y el empleo, que afectan a los municipios cada vez mas.

Hay pues una voluntad de fortalecer la cooperación y los procesos de asociaciones con las ciudades francesas para permitir de construir procesos de desarrollo sostenible, que respetan el medio ambiente y que, sobre todo, mejoran la vida de todos nuestros pueblos.

♦ Colombia

Sr. Gilberto TORO GIRALDO

Director Ejecutivo de la Federación Colombiana de Municipios

Colombia es un país de 45 millones de habitantes. El 75 % de la población es urbana. Colombia es un país unitario pero descentralizado, con autonomía en las entidades territoriales. Los gobiernos intermedios son : 32 departamentos y 1101 municipios, dentro de los cuales hay 6 distritos, regidos por un estado social de derecho desde 1991.

Los constituyentes del 91 determinaron que Colombia se iba a regir por derechos fundamentales para garantizar la dignidad humana. Los departamentos y los municipios gozan de una autonomía dentro de los límites de la Constitución y la ley, que pueden gobernarse con su autoridad propia, electas por el sufragio universal y que ejercen las competencias que le corresponden.

El municipio es la entidad fundamental del Estado, tiene que administrar los recursos, establecer los tributos, participar en las redes nacionales... Por eso, le compete prestar los servicios públicos y sociales además de ordenar el territorio, promover la participación ciudadana y mejorar la calidad de vida de la población.

Uno de los grandes desafíos es lograr que los alcaldes pasen de ser administradores públicos a ser gerentes del desarrollo económico local. El 91 % de los municipios son de categoría 5 y 6, es decir con poblaciones menores de 20 000 habitantes, con una gran dependencia de las participaciones que la nación le debe hacer por que no tiene la capacidad de generar recursos propios suficientes. Las recursos de los municipios provienen principalmente de las rentas propias, de la contribuciones tributarias y no tributarias.

En el Sistema General de Participaciones (SGP), el Estado destina una participación especial para los resguardos indígenas, los municipios ribereños del Río de la Magdalena, la alimentación escolar y el fondo de pensiones territoriales. El resto es para educación y salud. El énfasis se hace en tratar de sacar adelante lo mas rápido posible en cobertura y en calidad de educación, salud, agua potable y saneamiento. El 4 % de los recursos se destina a la cultura, el 4 % al deporte, el 10 % al fondo de pensiones territoriales y el 42 % a la investigación e inversión.

Las competencias de los municipios en Colombia son la educación, salud, agua potable y saneamiento, servicios públicos, vivienda, sector agropecuario, transporte, medio ambiente, centros de reclusión, deporte, ocios, cultura, atención y prevención de desastres.

Algunas de estas competencias se comparten con los niveles departamental y nacional : promoción al desarrollo, atención a grupos vulnerables, tercera edad, niños, equipamiento municipal, desarrollo comunitario, justicia, orden publico, seguridad, protección al ciudadanos, restaurantes escolares y empleo.

Colombia como México, Haití, Nicaragua, es un país en donde no hay reelección inmediata de alcaldes. Así, cada 4 años, se esta reinventando el municipio. Y no se le da continuación a los programas.

Los gobiernos locales se convierten en actores claves de la agenda internacional del desarrollo. Ahora se tiene una línea de acción específica, estrategias de internacionalización, participación activa en el sistema internacional de desarrollo, acceso a recursos, intercambio de experiencia, conformación de redes de información, cooperación económica.

Las asociaciones de los gobiernos locales deben darle a sus miembros la capacidad de acceder, de conocer, de participar de estas relaciones de cooperación internacional que son tan ricas pero también hay que hacer un trabajo local, de cooperación horizontal nacionalmente, o sur / sur. Hay algunas experiencias de ciertas ciudades de Colombia que son mas conocidas fuera del país que dentro del mismo.

La federación colombiana de municipios realiza una feria de innovación y de intercambio para poner de relieve experiencias exitosas de gestión local. Esta feria ha tenido resultados muy interesantes ya que es un medio para los municipios de compartir sus experiencias y también desarrollar nuevas. La internacionalización es posible, rentable y optimizable. En este momento, son los municipios mas grandes los que han logrado establecer contacto internacional pero los mas pequeños pueden optimizarse.

La federación colombiana de municipios es actualmente una de las entidades con mayor capacidad de influencia en políticas publicas. Se tiene presencia internacional en estos eventos, pero esto no hubiera sido posible sin las agencias de cooperación que entendieron que además de ayudar a los municipios, había que crear capacidad instalada y darle fortaleza a las asociaciones nacionales de gobiernos locales para cumplir con el papel de defender la descentralización.

En un contexto de concentración de competencias y eliminación de recursos se necesitan asociaciones nacionales de gobiernos locales fuertes para ser sus voceros y representantes.

Debate con los asistentes

PREGUNTAS

➤ **Lourdes Marquina**

Investigadora en la Universidad Autónoma de la Ciudad de México

Se interroga sobre las experiencias de creación de “consejos ciudadanos” para perseguir proyectos de desarrollo. ¿ Una experiencia sobre los “consejos ciudadanos” existe ? ¿ Cuáles son las motivaciones de la creación de estas estructuras? ¿ Tales estructuras permitirían la continuidad de los proyectos más allá de la duración de los mandatos de las autoridades vigentes ?

➤ **Mario Enzastiga**

Representante del gobierno del estado de Michoacán

En México, existen asociaciones por partidos políticos y representantes políticos de los gobiernos locales. Pero no dan el salto para que sean gestores del desarrollo local. Los gobiernos locales tienen cada vez más limitaciones para resolver los problemas regionales que son de mayor envergadura, eso los obliga a ser interdisciplinarios y hacer consorcios de comunidades. ¿ Cómo funcionan las comunidades de municipios y cómo reforzarlas ?

➤ **Maestra Pineda**

Para el señor Toro. ¿ Cual es la responsabilidad del municipio con respecto al empleo en Colombia ?

Para el señor Beteta. ¿ La CEPALC ha pensado en soluciones para el problema de los jóvenes ?

RESPUESTAS

➤ **Mario REALI**

Representante del Frente Nacional de Alcaldes (FNP), Alcalde de Diadema (Estado de Sao Paulo)

Brasil cuenta con una experiencia en la formación de consorcios de comunidades, principalmente en las regiones metropolitanas donde los problemas son muy comunes a los municipios.

En la relación de los municipios con los estados, que serían en este caso la segunda instancia de poder de los entes federales, muchas veces el diálogo es centralizado por el propio origen de los estados en el papel histórico en el país. Los estados en Brasil tienen un fuerte carácter centralizador de política. El sistema de salud por ejemplo es competencia de los 3 niveles de gobierno. Los municipios dan atención básica, las atenciones de mediana y alta complejidad le corresponden a las otras instancias de gobierno. En el caso de algunos estados que no llegan a cubrir el porcentaje mínimo en esta definición de políticas, los municipios deben aportar por lo menos 15 %.

➤ **Michel VAUZELLE**

Presidente del grupo-país Brasil de Ciudades Unidas de Francia y Presidente de la Región Provence-Alpes-Côte-d'Azur - Francia

Francia tiene 36 000 municipios, existe una real organización de cooperación y acción integrada por la agrupación de municipios. Las regiones tienen el papel para establecer la cohesión social y territorial. La organización territorial “a la francesa” permite tener una justicia social, una igualdad entre los municipios ricos y pobres.

La región está más cercana a los problemas de los municipios pobres que el estado, y esto permite que haya una correspondencia con la ética republicana de solidaridad e igualdad y una organización territorial que evite la concentración excesiva.

Hay una voluntad de cohesión social y territorial en la ordenación territorial y de todo el territorio mundial. Al hablar de territorio mundial, hay que exigir que las entidades territoriales, ya sean estados, regiones o municipios, participen en la gobernabilidad mundial y se acepten dentro de esta concertación. Por eso, el FOGAR, con el PNUD y CGLU, organizara un seminario en 2011 en Ginebra.

➤ **Gilberto TORO GIRALDO**

Director Ejecutivo de la Federación Colombiana de Municipios

En Colombia, con las nuevas reformas fiscales, el municipio ya no emplea burócratas, ahora promueve la pequeña y mediana empresa, particularmente atrayendo a los inversores internacionales.

➤ **Hugo BETETA**

Director de la Sede Subregional de la CEPALC en México (Comisión Económica para América latina y el Caribe)

La juventud es un tema muy complejo y ampliamente debatido. La CEPALC desea el fortalecimiento del estado al nivel local, un estado que planifica, que escucha a los jóvenes sin criminalizar sus reivindicaciones y un estado que lidera el desarrollo. La CEPALC piensa que esta combinación de los espacios de participación y de un estado que regule, constituye una parte de la solución.

Segunda mesa redonda
Experiencias y perspectivas de cooperación entre gobiernos locales franceses y latinoamericanos



♦ **Presidente**

Señora Rosalinda MUÑOZ SANCHEZ

*Representante del Presidente de la Federación Nacional de Municipios de México (FENAMM),
Presidenta Municipal de Tlaxco*

La FENAMM cuenta con 1500 municipios miembros, un 62 % del total de municipios del país. La FENAMM ha realizado proyectos de cooperación como en San Luís Potosí, donde se llevó a cabo una creación de “consejos ciudadanos”, en colaboración con la ciudad de Barcelona. En 1990, en Ciudad Victoria, se llevo a cabo la planificación y gestión urbana.

♦ **Introducción al tema**

Sr. Antoine JOLY

Delegado para la Acción exterior de los Gobiernos Locales del Ministerio de relaciones exteriores y europeos de Francia

Su intervención se centro en el marco de las características de las operaciones descentralizadas de Francia en América latina y las herramientas para poder desarrollar esta cooperación.

El estado francés reconoce la importancia de esta cooperación descentralizada, reconocida ante la ley y la apoya de manera financiera. La cooperación descentralizada es autónoma y decidida por los gobiernos locales, son ellos quienes deciden los temas de su cooperación y sus contrapartes.

La cooperación descentralizada francesa en América latina está aumentando y esto debe continuar. Actualmente, se cuentan un centenar de gobiernos locales franceses con vínculos de cooperación con América latina, lo que parece relativamente poco ya que existen mas de 3 000 gobiernos locales que tienen actividades de cooperación.

La cooperación descentralizada francesa se concentra en África y en el Mediterráneo. La cooperación con América latina tiene sus propias características que son diferentes de la cooperación con África y el Mediterráneo. La primera diferencia está a nivel de los gobiernos locales, los más activos en América latina son las regiones. Las 3 regiones francesas mas importantes desde el punto de vista del financiamiento son la región Provence-Alpes-Côte-d'Azur, la región Ile-de-France y la región Rhône-Alpes.

Hay otras regiones menos importantes pero muy innovadoras, como la región Champagne-Ardenne, Nord-Pas-de-Calais y la región de los países de la Loira, que empiezan a establecer lazos de cooperación en América latina. La mayoría de estas regiones están presentes en este seminario.

A nivel de regiones, hay grandes ausentes que podrían interesarse en América latina, como la región Aquitaine o Midi-Pyrénées. Algunos departamentos franceses son muy activos, como Hérault, Finistère, Haute-Saône, Hautes-Pyrénées. También, hay grandes ciudades como Bordeaux, Nantes o Paris, que es muy solicitada de parte de capitales de América latina.

El segundo elemento diferente con la cooperación con África o el Mediterráneo, es que se trata de una cooperación económica, muy ligada a las competencias de las regiones como los polos de competitividad, el desarrollo agrícola y vitícola, la formación profesional, la cooperación universitaria, el turismo, el desarrollo ecológico, el agua, los transportes, los residuos, la biodiversidad... Existen también otros sectores de intercambios en el campo de lo social, la participación de las mujeres, la prevención del sida, la juventud...

Se han escuchado en las presentaciones, las desigualdades entre regiones en América latina. La cooperación francesa se interesa más por una América latina emergente que por la que tiene dificultades de acceso a los servicios básicos. Existe poca cooperación para el desarrollo institucional y por el contrario esta cooperación se realiza con África. Una de las razones de esto se debe al problema del idioma, a la estructura de los países emergentes que son estados federados un poco más alejados del estado francés descentralizado que podemos encontrar en África. Pero para ciertos temas, existen intercambios sobre el tema del apoyo institucional o de la intermunicipalidad. Se puede decir que el intercambio se ha invertido, es decir que los franceses han venido a buscar a América latina en el campo de la democracia participativa.

La tercera diferencia es en cuanto a la metodología. Somos menos en una cooperación entre servicios de gobiernos locales, de servicio a servicio o de elegido a elegido, que en una cooperación que se apoya en los actores del territorio y que trata de procurar que estos actores del territorio puedan desarrollar cooperaciones con sus homologas del territorio compañero. La percepción que tenemos de América latina es la percepción de países en desarrollo con los que podemos desarrollar alianzas más bien que dar ayuda pública al desarrollo.

Estas son las herramientas para desarrollar estas cooperaciones.

En primer lugar, una herramienta conocida es organizar encuentros de cooperación descentralizada, en México, Brasil, Chile, Argentina, para que las entidades francesas puedan conocer mejor estos países e interesarse en proyectos de cooperación con las entidades locales. Lo hemos hecho con Argentina y eso le permitió a la región de Champagne-Ardenne iniciar una cooperación con la provincia de Salta.

Para la cofinanciación de los proyectos con los países emergentes, el Ministerio de relaciones exteriores de Francia ha creado los fondos de la cooperación descentralizada con su homólogo extranjero para apoyar de manera conjunta la cooperación descentralizada. Es un poco complicado y en definitiva, actualmente, la idea es desarrollar "llamados a proyectos" temáticos por país, como fue el caso con Argentina. Este dispositivo de financiación va a desarrollarse con los países siguientes : México, Chile y Brasil...

Se tienen que encontrar otras formas de cooperación apoyándonos en enfoques temáticos puntuales que permitan movilizar la experiencia de los gobiernos locales y establecer alianzas con los actores locales.

También hay que desarrollar la colaboración con los operadores, en particular la AFD. La AFD trabaja cada vez más con las autoridades locales del sur. Con las autoridades locales de América latina se puede tratar de puntos de apoyo interesantes para que entidades francesas y entidades del Norte puedan asociarse con los proyectos de cooperación en esta zona.

♦ Colombia

Sra María Eugenia RAMOS

Gerente General de la Empresa de Desarrollo Urbano del Municipio de Medellín (EDU).
Presentación de la transformación urbana y social de la ciudad de Medellín y la cooperación con la AFD

Colombia esta ubicada en la esquina noroccidental del continente suramericano y la ciudad de Medellín se encuentra en el sector central, en la zona andina del país. La ciudad queda en un valle, no es una ciudad costera, lo que limita su competitividad ya que no hay capacidad portuaria. Medellín está a 1600 metros sobre el nivel del mar. Es a partir de esta conformación topográfica que se ha desarrollado la ciudad.

Medellín cuenta con 2 300 000 habitantes, con una cobertura prácticamente del 100 % en la prestación de servicios públicos, acueducto, alcantarillado, telefonía... Esto ha permitido generar nuevas inversiones en otras áreas que la ciudad necesita mucho, como la educación y la salud. El presupuesto anual es alrededor de 1500 millones de dólares, con partidas muy importantes para educación y salud, y otras unas que son de libre destinación, en las cuales la AFD ha mostrado especial interés.

Medellín, durante los años 80 y 90, se convirtió en la ciudad mas violenta de la tierra, con 300 muertes violentas por cada 100 000 habitantes, lo que hoy vive Ciudad de Juárez. En 2007 logró pasar de 300 muertes por cada 100 000 a 30 muertes violentas por cada 100 000.

Indudablemente, los problemas no se han resueltos, pero se está en un proceso de mejoramiento continuo con la convicción de que somos una ciudad que puede salir adelante. Las dos problemáticas fundamentales identificadas son las enormes desigualdades sociales y la violencia generada por el narcotráfico. Una vez identificadas estas 2 problemáticas, a partir de 2004, el gobierno local estableció estrategias atípicas para lograr la transformación de la ciudad.

Esta estrategia se inició definiendo los principios de gestión pública y haciéndolos públicos, con el fin de recobrar la confianza de la ciudadanía. El hacer públicos estos principios, y sobre todo el practicarlos de forma muy rigurosa, ha permitido llevar adelante todos los proyectos y avanzar en el desarrollo que hoy está viviendo la ciudad.

Medellín tiene un sistema público de metro, complementado por dos sistemas de teleférico llamados "Metrocable", para integrar la parte alta de la ciudad. La AFD suscribió un convenio con la ciudad de Medellín a inicios de este año, a través del cual se va a complementar este transporte masivo con un sistema de tranvía. La AFD está interesada en apoyar el tranvía de Medellín con un crédito de 250 millones de dólares. Asimismo, está interesada en sistematizar las experiencias exitosas de la ciudad.

Fundamentalmente, lo que se hizo fue georeferenciar las zonas de menor índice de desarrollo humano (IDH) de la ciudad, las cuales coinciden con las zonas de mayor cantidad de homicidios. La ciudad de Medellín ha avanzado mas de 10 puntos en su IDH, esto se basa en haber intervenido de manera radical en las zonas donde se presentaban los menores índices de desarrollo como la zona nororiental, noroccidental y algunas centrales. Hacia el sur, se concentran los estratos socioeconómicos mas altos, la ciudad refleja unas grandes desigualdades sociales. Una vez ubicadas estas zonas, se tomó la decisión de hacer intervenciones, proyectos urbanos integrales.

Los proyectos urbanos integrales (PUI) son instrumentos de intervención en el territorio que conjugan tres aspectos : físicos, sociales e interinstitucionales.

Los aspectos físicos intervienen en las mejoras del espacio público, devolverlos a la ciudadanía como sitios fundamentales de encuentro. También, se trata de categorizar al edificio público como un sitio de propiedad de la ciudadanía.

También hay una dimensión social ya que es fundamental la participación de los ciudadanos en estos procesos. Son los habitantes los que determinan cuales son sus necesidades primordiales y como resolverlas. Posteriormente, los que forman parte del área técnica convierten esas necesidades, esos proyectos, en intervenciones físicas. Sin embargo, es fundamental el trabajo conjuntamente con las instituciones presentes en el territorio. Este trabajo interinstitucional busca que todas las estrategias del gobierno se vuelquen en un solo espacio del territorio.

Los objetivos de los PUI son, en primer lugar, articular las acciones municipales en un solo territorio para generar sinergia. En segundo, asegurar que las intervenciones del estado estén en acuerdo con las necesidades que la población siente y manifiesta de forma primordial. En tercero, la construcción de un espacio público y de equipamientos como el edificio público. En cuarto lugar, la promoción de programas habitacionales en el mismo sector donde la población vulnerable se encuentra. Es fundamental no generar desarraigo ni migraciones urbanas forzadas por las intervenciones del estado, sino garantizar que haya unidades habitacionales viables en aquellos territorios donde la comunidad se ha asentado históricamente.

Los territorios donde intervienen los PUI son territorios donde :

- La deuda social es mas alta ;
- El IDH es débil ;
- Hay intervenciones desarticuladas del estado ;
- Todos los alcaldes han querido hacer obras importantes pero al hacerlo de forma desarticulada no se genera un resultado integral ;
- Las condiciones de espacio público son precarias ;
- Hay un déficit de vivienda formal ;
- Hay un deterioro del ambiente y de sus condiciones naturales.

La primera intervención desde los PUI se inició en el 2005 y culminó en el 2009. La inversión fue de 150 millones de dólares, más la intervención del “Metrocable”. Era una zona de la ciudad donde los servicios públicos eran deficientes, los andenes eran prácticamente inexistentes y las viviendas llegaban directamente a la calle. Las intervenciones que se hicieron permitieron que se le diera prioridad a la comunidad y a los peatones.

Otro proyecto realizado es el parque de la biblioteca Santo Domingo, ubicado en la parte más alta del cerro, una zona de muy difícil acceso y del más bajo IDH de la ciudad. En 2008, fue una de las obras arquitectónicas mas importantes de América latina. Las mejores obras, los mejores equipamientos, se deben hacer en las zonas en las cuales se tiene la deuda histórica mas alta. Este parque se ha convertido en un hito arquitectónico y ha logrado que esta zona se convierta en un sitio obligado de visita de los turistas. Hoy en día la circulación es completamente libre en todo el barrio gracias a este tipo de proyectos.

♦ Francia

Sr Eduardo RIHAN CYPEL

Concejal regional a cargo de las redes en la comisión internacional del Concejo Regional de Ile-de-France. Presentación de la cooperación con la Región Metropolitana de Santiago de Chile y la ciudad de São Paulo

La región Ile-de-France es la zona metropolitana de París. Cuenta con 12 millones de habitantes, 1281 municipios, 700 000 empresas, lo que representa el 30 % del PIB francés. Las orientaciones de la cooperación internacional de la región Île-de-France, cuyo presupuesto se eleva a cerca de 10 millones de euros, se pueden resumir en tres puntos :

- La cooperación institucional : fortalecimiento de la capacidad de acción de los gobiernos locales con los cuales se han establecido convenios de cooperación ;
- La cooperación en los proyectos : se esfuerza por responder lo más eficazmente posible a las aspiraciones de la población ;
- Una cooperación de sociedad a sociedad : dirigida hacia los actores de la región de Île-de-France asociativos, sociales y económicos, para incitarles a participar en estos intercambios.

Por cada relación de cooperación, se organiza un comité mixto en el cual participan actores electos y funcionarios de las dos partes para garantizar la realización de los proyectos. En ciertas regiones, tenemos cooperantes de la región de Île-de-France en el mismo lugar, como es el caso a Santiago de Chile.

Las primeras acciones de cooperación con la ciudad de Sao Paulo se iniciaron en 1994 y se formalizaron en el 2004 con la firma del acuerdo de cooperación entre la ciudad de Sao Paulo y la región Ile-de-France. A partir del 2007, se amplió esa cooperación con el estado de Sao Paulo.

Esta acción se concentra ante todo en el campo del desarrollo económico, de la investigación y de la cultura. En cuanto a la biotecnología, existe una serie de programas y se ha iniciado un inventario de las biotecnologías e intercambios entre las empresas y los actores económicos de ambos territorios.

En 2005, se implementó también el programa ARCUS. Es una cooperación universitaria y científica cofinanciada por el Ministerio de las Relaciones Exteriores, que permite una cooperación entre investigadores franceses y brasileños, en áreas muy diversas como ciencias urbanas, matemáticas aplicadas, integración económica y política en América latina, interacciones entre Europa y América latina, arte, literatura...

A nivel cultural, la región se ha asociado con Sao Paulo para realizar varias exposiciones sobre todo en el año de Brasil en Francia. Actualmente, se encuentra en ejecución un proyecto de un centro cultural y de acción social cuya primera piedra fue colocada hace poco en un barrio de la ciudad, un barrio más bien pobre. Dentro de esta cooperación con Sao Paulo, el presupuesto es de un millón doscientos mil euros.

La segunda cooperación con América latina es con la región metropolitana de Santiago de Chile. La región Ile-de-France acompaña a esta región desde principios de los años noventa con la firma de un acuerdo de alianza y cooperación en 1995. Un cooperante representa la región Ile-de-France en el mismo lugar. Las acciones se orientaron sobre las competencias obligatorias de estas dos colectividades. Se han realizado dos acciones puntuales, una con la celebración del bicentenario de la independencia de Chile y otra para apoyar la reconstrucción después del sismo del 27 de febrero de 2010.

Sobre las competencias obligatorias, los temas de cooperación concernidos son el urbanismo y el ordenamiento territorial. El transporte y el medio ambiente son también un eje importante de esta cooperación. Después de la creación de la autoridad reguladora del transporte, hubo un apoyo a la descentralización del transporte, que anteriormente era de competencia nacional y que pasó a ser competencia de la región. Esto se ve reflejado en la creación del sistema de transporte “Transantiago”.

Además, se ha apoyado un proyecto de micro crédito en la región de Santiago que ha beneficiado 5500 personas. También, apoyó la creación de un albergue para los niños discapacitados y participó a la organización de la semana francesa en Chile para dar a conocer los productos y las empresas francesas. El presupuesto de la ayuda para la reconstrucción en respuesta al sismo, se eleva a cerca de 1,5 millones de euros, particularmente para la reconstrucción del Instituto Superior de Comercio de Santiago.

Desde varios años, se pudo comprobar que la cooperación con el estado de Sao Paulo y con la ciudad de Santiago no están al mismo nivel. Primero, por razones coyunturales pero también por que todavía no se ha logrado definir en forma estratégica la intervención de Ile-de-France.

Se deben buscar diferentes formas de cooperación con América latina, porque las necesidades de estas regiones no son las mismas necesidades que las de las regiones francesas. Las megalópolis también tienen necesidades de desarrollo. Hay que concentrarse en alianzas que apoyen ese desarrollo y que permitan la inserción en el siglo 21. De esta manera se logrará encontrar nuevas orientaciones, construir colaboraciones nuevas, inéditas e innovadoras, particularmente con los países emergentes que no siempre requieren de un apoyo financiero.

En vez de pensar en inversión o ayuda a la construcción, se pueden crear alianzas basados en nuestro propio peritaje, nuestras destrezas, nuestro control y nuestros instrumentos, para tratar a la vez de ayudar a nuestros socios latinoamericanos pero también para aprender de ellos. No hay que limitarse en una visión eurocéntrica, también tenemos mucho que aprender, tenemos desafíos comunes, como el ordenamiento territorial, el urbanismo, el transporte, el medioambiente... Tenemos a la vez situaciones específicas pero al mismo tiempo situaciones comunes con instrumentos diferentes que pueden ayudar a unos y otros.

♦ **Francia**

Sr. Philippe PAPIN

Concejal Regional, miembro de la comisión Europa-internacional-interregional del País del Loira- Francia. Presentación de la cooperación con el Estado de Yucatán.

La región Pays de la Loire se sitúa al oeste de Francia y tiene 3,6 millones de habitantes. Es una región bastante verde, con una agricultura rica y diversificada. Tiene un patrimonio cultural importante y un patrimonio natural rico, con 4 parques naturales regionales. Es una región relativamente industrializada y homogénea, con 2 o 3 grandes centros urbanos, sobre todo del lado del atlántico en la región de Nantes / Saint-Nazaire, donde esta la industria pesada, construcciones, astilleros y construcción aeronáutica.

En cuanto a los intercambios comerciales, la ciudad de Nantes es el cuarto puerto de Francia y le da una apertura a la región para intercambios internacionales.

En cuanto a las acciones de cooperación de la región, existe una con China desde hace ya 7 u 8 años, es una cooperación bien establecida. Una cooperación es también naciente con India. También, hay una cooperación con Burundi. Pero con América Latina, todavía no se han desarrollado muchas acciones aunque se desea buscar nuevos nichos de cooperación con esta zona.

Se presentó la oportunidad de hacerlo el año pasado mediante la carrera transatlántica de “la solidaria del chocolate”. Esta carrera va mucho mas allá de un simple acontecimiento deportivo, es también una ocasión solidaria muy importante por que cada tripulación debió financiar también proyectos de solidaridad. Esta carrera partió de Saint-Nazaire y llegó al puerto de Progreso en Yucatán. Esto permitió primero un hermanamiento de ambas ciudades. Después, la señora gobernadora de Yucatán ha expresado su deseo de que se amplíe esta cooperación a todo el territorio de Yucatán, entre este territorio y la región Pays de la Loire.

La cooperación entre la región del Pays de la Loire con el Estado de Yucatán se instauró por medio de una prospección en 2009 y en noviembre de 2009, a la llegada de esta carrera, se firmó un convenio de cooperación entre el presidente Jacques Auxiette e Ivonne Ortega, gobernadora de Yucatán. En esta ocasión, se definieron los ejes de cooperación en torno al medio ambiente. Previamente, se había hecho una investigación para buscar puntos comunes entre Loira y Yucatán :

- Son dos territorios que tienen litorales importantes ;
- Tienen una problemática común en torno a la protección del medio ambiente ;
- Tienen una preocupación común sobre el desarrollo del turismo.

Después de un año de cooperación, se han realizado acciones muy concretas que giran en torno a la protección ambiental y el turismo solidario. Por ejemplo, un lazo e intercambios han sido establecidos entre el parque de Dislan y el parque del Marais Poitevin. En cuanto al turismo solidario, particularmente ha sido identificado un proyecto de descubrimiento del territorio del Yucatán, que podría ser interesante para el turismo a la escala europea. El proyecto fue financiado por el Ministerio de Relaciones Exteriores.

Otro tema de cooperación es el tema de la educación, la enseñanza superior y la investigación. Así, en el año 2010, se realizaron intercambios, primero de profesores y después de estudiantes. Un coloquio sobre la educación será organizado en Yucatán para concretar este compromiso.

También se han realizado intercambios económicos, en el área de la agricultura. De hecho, la región Pays de la Loire ha acogido a responsables de la industria bovina.

Luego de este seminario, una delegación de la región viajará a Yucatán para establecer el balance de este primer año de cooperación, para reforzar las elecciones y las acciones que han sido puestas en ejecución y para definir las acciones para los próximos dos años.

Dos acontecimientos fuertes van a ser colocados : la segunda edición de «la solidaria del chocolate » y el año de México en Francia que, en la región Pays de la Loire, se enfocará en el descubrimiento de la cultura maya.

Debate con los asistentes

PREGUNTAS

➤ **Un representante del gobierno municipal de Tuxtla Gutiérrez.**

¿ Podemos hacer algo en Chiapas ? El tema Maya se extiende hasta Chiapas. Podríamos hacer algo en el seno de la AALMAC, somos 40 alcaldes. Podríamos establecer lazos de comunicación con usted, establecer tendencias generales sobre los temas evocados (turismo, desarrollo).

➤ **Pedro Trujillo Flores**

Regidor para la ciudad de Puebla

¿ En lo social, cuando identifican alguna actividad prioritaria para la sociedad o los ciudadanos, como cruzarla con la visión de desarrollo a largo plazo ? Pueden tener ellos una necesidad prioritaria, pero en el largo plazo no plantear una situación de desarrollo económico, social y medioambiental.

➤ **Raul GUTIERREZ**

Presidente municipal de Tenosique, estado de Tabasco

Evocamos la descentralización de los apoyos internacionales. Pero generalmente, en México, este tipo de ayuda siempre se queda en los niveles federales o estatales. Nunca llegan a los municipios y menos a los marginados. Se vuelve muy difícil acceder a los programas internacionales, que siempre se quedan en las cúpulas de gobierno y nos gustaría, nosotros Mexicanos, poder acceder a esos programas.

➤ **Valérie NICOLAS**

Directora de la Alianza francesa en México

Somos una asociación civil mexicana y trabajamos en la educación y la cultura. ¿ Donde está el programa “Bourse Projet” ? Este programa nos interesa porque vamos a trabajar con las delegaciones de la capital y todos los días, podemos identificar proyectos y solicitudes.

RESPUESTAS

➤ Philippe PAPIN

Concejal Regional, miembro de la comisión Europa-internacional-interregional del País del Loira - Francia.

Efectivamente, puede ser extremadamente interesante la proximidad con temas, en particular sobre el tema del turismo solidario. Esto también podría gozar a su región. Trabajamos con la comisión del desarrollo del turismo solidario con el gobierno del Yucatán.

Quisiera agregar que en Francia, con Cités Unies France y el Ministerio del Turismo, tenemos una plataforma con el fin de desarrollar la cooperación en el marco del turismo. Esta plataforma podría extenderse a otras regiones.

➤ María Eugenia RAMOS

Gerente General de la Empresa de Desarrollo Urbano del Municipio de Medellín (EDU)

En la ciudad de Medellín, los alcaldes tienen que presentar sus planes de desarrollo al principio del mandato de 4 años. Si la comunidad identifica las necesidades, las tienen que inscribir en ese plan de desarrollo. Adicionalmente, la ciudad ha desarrollado unos mecanismos que han denominado de “presupuesto participativo” y de gestión local, en el cual las comunidades locales son estrechamente asociadas. Las comunidades localmente desarrollan sus propios planes de desarrollo, que coinciden con los 4 años del gobierno y algunos logran trascender. Así, se garantiza que no son necesidades puntuales de un líder, sino que son parte de proyectos que han sido previamente discutidos con la comunidad, luego forman parte de los proyectos urbanos integrales.

➤ Antoine JOLY

Delegado para la Acción exterior de los Gobiernos Locales del Ministerio de relaciones exteriores y europeos de Francia

Es satisfactorio que la cooperación descentralizada pueda apoyarse en los actores de cooperación que ya existen, como la Alianza Francesa. La “bourse projet” es la posibilidad para una entidad territorial de un país que defina una solicitud precisa de cooperación. La “bourse projet” es administrada por de la embajada en el país. La dificultad no es recuperar los proyectos sino corresponder de manera positiva.

Para responder a las demandas de cooperación que emanan de colectividades territoriales de México como por otra parte, no podemos apoyarnos únicamente en el desarrollo de la cooperación descentralizada. Para favorecer la respuesta a estas “bourse projet”, se iniciará dentro de unos 15 días este programa de apoyo para la colaboración temática de los gobiernos locales. Se les solicita a los gobiernos locales un tema donde tengan experiencia y competencia para una cooperación internacional. Si se concreta esta experiencia, la Secretaria de Relaciones Exteriores pagaría las misiones necesarias para implementar las solicitudes de proyectos puntuales.

Estos “bourse projet” pueden ser respondidos si hay una solicitud específica y no general. Si tienen un proyecto muy preciso, pueden solicitar a la embajada de Francia inscribirse y esto les permitirá tal vez interesar a un gobierno territorial francés. Pero esto es difícil.

Se está tratando de trabajar no únicamente a escala francesa sino a escala europea. Colocamos un cierto número de instrumentos para favorecer la cooperación europea de las autoridades locales. Un atlas de la cooperación descentralizada europea está en curso de elaboración. Permitirá conocer mejor la oferta de cooperación europea y, después, poder responder a las solicitudes o la demanda.

Una de las dificultades de la cooperación descentralizada es que, de un cierto modo, es profundamente desigual. Hay que reforzar la mutualización, la intercommunalidad. Hay que acentuar la cooperación Sur / Sur y procurar que Francia y Europa contribuyen a esta última. La cooperación descentralizada no es solo un apoyo financiero, es sobre todo un intercambio de prácticas entre personal electo, entre servicios, sobre temas como : como movilizar a los actores, como responder a las necesidades de la población, con una política participativa, dinámica, apoyándose en las ventajas endógenas del territorio.

Conclusión y perspectivas del seminario



➤ **Sr Jorge ALARCON**

Director Ejecutivo de la Asociación de Municipios de México (AMMAC)

La AMMAC representa a 1 200 municipios de los 2 200 que hay en el país, lo cual significa más del 50 % de municipios.

Evidentemente, los comentarios y el debate que se ha venido manejando, tienen una gran realidad en cuanto a los vínculos de cooperación. Pero hace falta reforzar las acciones de cooperación entre México y Francia, entre América Latina y Francia. Es necesario sentarse a dialogar, porque la cooperación no tiene que ser únicamente de voluntad, sino que tiene que pasar a las acciones ; tenemos mucho que aprender de Francia y Francia tiene mucho que aprender de los países de América latina. Más allá de este debate, debemos reafirmar los acuerdos ya existentes.

➤ **Sr Louis-Jacques VAILLANT**

Director del departamento América Latina y Caribe, Agencia Francesa del Desarrollo

De las discusiones se pueden resaltar 2 elementos fundamentales : la autonomía de los gobiernos locales y los lazos de cooperación existentes entre gobiernos locales franceses y gobiernos locales latinoamericanos.

La AFD es bastante nueva en cuanto a su cooperación con América Latina. El departamento de América latina y Caribe ha sido creado hace un año, iniciando sus acciones en el 2007 con Brasil. La AFD tiene un conocimiento muy modesto de la geografía latinoamericana. Por lo cual, la AFD debe apoyarse, en particular, en el conocimiento de los gobiernos locales franceses que ya han cooperado con América Latina.

La AFD se apoya también :

- En distintas redes universitarias francesas ;
- En instituciones multilaterales : alianzas con el banco mundial y con el BID ;
- En instituciones regionales como la Corporación Andina de Fomento (CAF) y con instituciones como la CEPALC, con las cuales ya se han realizado acciones.

Después de un año de actividad en la región, llegamos a un compromiso superior a un mil millones de dólares por el año 2010.

La siguiente pregunta será el hilo conductor de la presente exposición : ¿ cómo dentro del dispositivo francés de cooperación para el desarrollo, la AFD puede apoyar las alianzas entre los gobiernos locales franceses y los de América Latina ?

Hay que destacar 3 elementos : las bases de la presencia de la agencia, su actividad y sus herramientas de financiamiento.

Las bases de la presencia de la AFD en América Latina, siguiendo los mandatos establecidos por el organismo de tutela de la AFD, primero consisten en apoyar un acercamiento entre Europa y América latina y promover las alianzas entre las instituciones francesas y latinoamericanas. Hay razones muy profundas para ello : una herencia cultural común, una necesidad de enriquecimiento recíproco, una historia común y sobre todo hay un resurgimiento económico y político de América Latina, una verdadera erupción desde hace varios años.

La crisis que se vive en estos últimos años, que no es solamente financiera sino también económica, ecológica, alimentaria, social y política, dentro de este contexto el elemento de solución es América Latina. Esta es una de las razones profundas de la presencia de la AFD en el continente.

A pesar de su gran potencial, tiene varios obstáculos en su desarrollo, que se pueden clasificar en 4 grandes problemáticas :

- El problema de la productividad y la insuficiencia de la infraestructura ;
- Las desigualdades sociales y la disparidad regional ;
- El tema ambiental dentro de las políticas publicas ;
- La integración regional y mundial de América latina.

En lo que se refiere a estos grandes desafíos, los objetivos de la AFD se pueden resumir así :

- La participación en la producción de la riqueza dentro de una lógica de desarrollo que integre la dimensión ambiental ;
- La participación en la dinamización política y social del territorio.

Con respecto a estos objetivos, se pueden resumir las actividades de la AFD en los siguientes puntos :

- La financiación de la promoción del diálogo entre Francia y América latina dentro de alianzas y de la valoración de cierta experiencia francesa ;
- El financiamiento de ciudades sostenibles a nivel de infraestructura y de servicios públicos. Sobre este aspecto, la AFD es un poco distinta de otras organizaciones financieras internacionales o bilaterales ya que es la única institución que desde hace ya varios años financia directamente los gobiernos locales ;
- El apoyo a las inversiones en energías renovables ;
- La contribución a la protección de la biodiversidad ;
- La promoción de la producción agrícola y de la gestión forestal y ecológica ;
- El desarrollo de proyectos de cooperación trilateral en la región y en África. Recientemente, la AFD financió un proyecto en Haití en materia de salud con Brasil.

En cuanto a las herramientas, la AFD no goza de préstamos condicionales, de préstamos bonificados. Las intervenciones realizadas son financiaciones con las mismas tasas del mercado. En realidad, las condiciones son favorables ya que la notación de la AFD permite otorgar recursos mas barato que los que ofrece el mercado.

La AFD financia a los Estados en forma de préstamos, que también conciernen a los gobiernos locales. Pero también puede financiar a los gobiernos locales ya sea directamente, o con la garantía de los estados, o a través de instrumentos financieros.

Otro instrumento que acompaña estos préstamos es las subvenciones, para financiar estas colaboraciones o estudios que permiten preparar los proyectos. El monto es bastante limitado (de 100 000 euros a un millón de euros) pero permite de acompañar las alianzas. De esta manera se han financiado :

- El sistema de transporte de Brasilia ;
- El programa de desarrollo urbano en Medellín ;
- Trabajos sobre el ordenamiento territorial en 2009 en México, con un acuerdo de financiación México DF y el estado ;
- Diversos trabajos de investigación, particularmente con la ciudad de México.

► **Sr Jean-Paul BACHY**

Presidente de la comisión de asuntos internacionales y de cooperación descentralizada de la Asociación de Regiones de Francia (ARF), Presidente de la Región Champagne-Ardenne

No puede haber cooperación descentralizada si no hay descentralización. En Francia como en América Latina, las relaciones entre los gobiernos locales y el estado siguen siendo un problema que a veces adquiere dimensiones políticas. Esta reflexión y esta evolución de los países respectivos se traducen sobretodo en una reflexión sobre la búsqueda de modos de organización y de modos de gobernabilidad para responder mejor a una serie de desafíos :

- ¿ Cómo luchar contra las desigualdades en los países de Sudamérica ?
- ¿ Cómo enfrentar los efectos desestructurantes de la globalización ?
- ¿ Como responder al desafío climático, que es un desafío planetario pero que su soluciones son locales ?

Ante los grandes desafíos, se han instaurado políticas de Estado. Hoy, resultan insuficientes. En nuestros países, se están buscando soluciones más pragmáticas, concretas y mas cercanas del nivel local.

Una de las conclusión que se pueden sacar del debate de esta mañana es que existe una gran demanda de realizar seminarios bilaterales que ya no fuesen de carácter general sino que estuviesen especializados en temas precisos. De esta manera, se podrían comparar los diferentes modos de organización y establecer soluciones técnicas, financieras, reglamentarias y pragmáticas.

Es cierto que las cooperaciones han cambiado de naturaleza, ya no es como África subsahariana, donde Francia sigue interviniendo aportando ayuda, a veces humanitaria. En esta región de América latina, existen países y gobiernos locales que se están desarrollando. Por supuesto, siguen teniendo problemas de pobreza y desempleo. Sin embargo, en América Latina hay una dinámica que impacta mucho, nosotros europeos, y que a veces es incluso superior a la de países como Francia.

Es necesario profundizar en 4 dimensiones :

La primera dimensión es la cultural, que ha sido abordada pero insuficientemente. Tenemos que dar a conocer nuestros idiomas. No puede existir una cooperación sin franquear el obstáculo de la lengua. América latina debe aprender francés y Francia debe aprender el español. Existe también una historia y patrimonios sumamente ricos y también intereses turísticos comunes.

Nuestros países, nuestras regiones, son destinos turísticos que pueden generar flujos de intercambio.

La segunda dimensión es la económica. Es satisfactorio que los municipios trabajen juntos. Pero para crear riqueza, crear empleos, esto atañe en primer lugar a las empresas. En los territorios en los que hay cooperación, es indispensable que se analice más el tejido social local y que las empresas, sobre todo las pequeñas y medianas, aprendan a trabajar juntas para poder exportar hacia nuestros territorios y países respectivos y también para poder invertir recíprocamente. La articulación de los gobiernos locales para sostener la acción económica de las empresas es todavía muy débil.

El tercer elemento, que se olvida frecuentemente es la agricultura. No es porque se estén desarrollando grandes metrópolis que se debe olvidar que para alimentar al mundo y para permitirle subvenir a sus necesidades, hay que seguir buscando formas de desarrollo moderno de la agricultura, donde la calidad y la trazabilidad de los productos sean irreprochables. En lo que se refiere a la región Champagne-Ardenne, se trabaja principalmente en el área de la viticultura, las técnicas de producción y la apelación de origen controlado. De esta manera, también se ha intentado un acercamiento con Brasil sobre investigación en agro combustibles de segunda generación. Para ello, América latina tiene una riqueza insospechada, pero habrá que dar prioridad a ese tipo de investigación y colaboración.

La cuarta dimensión hace referencia a la escala regional. Es indispensable recordar que los territorios no solo son problemas específicos de las grandes metrópolis, sino que hay problemas de otro tipo. Se trata de conciliar ciudades y campos, buscando medios de desarrollo más equilibrados. Es cierto también que las regiones, en la cooperación descentralizada, ocuparán un papel cada vez más importante porque permitirán hacer congruentes a las políticas públicas. Las articulaciones entre el nivel local y las políticas de estado son el espacio donde se juegan ciertos desafíos sobre el equipamiento y las infraestructuras. Por lo tanto, en el marco de estas cooperaciones internacionales, los gobiernos locales también deberán intervenir y acelerar los movimientos.

Por otro lado, las regiones deberán articular, coordinar y poner cierta coherencia en toda esta riqueza de iniciativas que, para tener éxito, deberán inscribirse dentro de ciertos plazos y de manera concreta. El FOGAR, que reúne a las regiones del mundo, no debe oponerse a CGLU ; sino que debe ser otro motor de reflexión y de coordinación de las acciones. Por esta razón, la Asociación de Regiones de Francia, al igual que la Asociación de Alcaldes de Francia, que agrupan el conjunto de las regiones y la mayoría de los municipios franceses, desean también intervenir en el territorio mexicano, así como en el resto de Sudamérica, de la misma manera que han intervenido en otras partes del mundo.

➤ **Sr Nicolas WIT**

Director Adjunto de Cités Unies France

En nombre de Cités Unies France, agradece a la AFD, con la cual se organizó este seminario, a los organizadores del Congreso mundial de CGLU, al gobierno del Distrito Federal, especialmente a Eugene Zapata, que apoyo la organización del seminario. También agradece a las asociaciones de electos de México, Brasil, Colombia y Francia, y a todas las personas que participaron a su organización.

El interés común es saber renovar a nuestras sociedades que siempre enfrentan nuevos desafíos y mas crisis.

⑤ LISTE DES PARTICIPANTS / LISTA DE PARTICIPANTES

Apellido/Nom	Nombre/ Prénom	Organismo/Organisme	Función	Fonction
AGUIRRE	Camelia	Luvianos ▪ <i>México</i>	Presidenta del sistema DIF municipal	Présidente du système DIF municipal
ALARCON OLIVARES	Jorge	Asociación de Autoridades Locales de México - AALMAC	Director ejecutivo	Directeur exécutif
ALCERRECA CORTE	Itzel	Gobiernos locales por la Sustentabilidad - ICLEI	Coordinadora de proyectos	Coordinatrice de projet
ALCAZAR	Tatiana			
AVENDANO	Federico	Etlatongo - Oaxaca ▪ <i>México</i>	Alcalde	Maire
ARJONA CAYCEDO	Paola Andrea	Agencia Presidencial para la Acción Social ▪ <i>Colombia</i>	Asesora Subdirección Nuevas fuentes de cooperación	Conseillère à la sous- direction des nouvelles sources de coopération
ARREDONDO OLVERA	Sergio Enrique	Federación Nacional des Municipios de México - FENAMM	Secretario general	Secrétaire général
AUDRAS	Frédéric	Agence Française de Développement - AFD	División Gobiernos locales y desarrollo urbano	Division Collectivités locales et développement urbain
AUTAIN	Danielle	Observatorio de los Cambios en América Latina - LOCAL	Jefe de proyectos	Chef de projet
AMADOR	Martina			
BACA- OLAMENDI	Laura	Universidad Nacional Autónoma de México – UNAM - CIDHEM	Profesora de master	Professeur en master
BACHY	Jean-Paul	Association des Régions de France -ARF	Presidente de comisión internacional	Président de commission des affaires internationales
BANANEIRA	Rui	Confederación Nacional de Municipios - CNM ▪ <i>Brasil</i>		
BAPTISTA	Ricardo	Asociación de Autoridades Locales de México - AALMAC	Director	Directeur
BERTHAUD	Cecilia	Agence Française de Développement – AFD ▪ <i>Mexique</i>	Sub-directora	Directrice adjointe
BETETA	Hugo	CEPALC ▪ <i>México</i>	Director	Directeur
BODET	Cécile	Conseil Regional Rhône-Alpes ▪ <i>France</i>	Jefe del servicio de cooperación europea	Chef de service coopération européenne
BODINIER	Gérard	Conseil Regional Provence- Alpes-Côte-d'Azur ▪ <i>France</i>	Asesor del presidente	Conseiller du président
BRUGADA MOLINA	Clara M.	Delegación Iztapalapa ▪ <i>Mexico</i>	Jefe de delegación	Chef de délégation
Apellido/Nom	Nombre/ Prénom	Organismo/Organisme	Función	Fonction

	Prénom			
CABRERA	Seferino	Edo. De México		
CAPRON	Guènola	Universidad Autónoma Metropolitana – UAM - Azcapotzalco	Profesora - investigadora	Enseignant - Chercheur
CIPELE	Uriel			
DE HARTINGH	Bertrand	Embajada de Francia en México	Asesor de cooperación y acción cultural	Conseiller de coopération et d'action culturelle
DE LA ROCHEFOUCAULD	Robert	Agence Française de Développement - AFD	Responsable de relaciones con las colectividades territoriales	Responsable des relations avec les collectivités territoriales
DOMINGUEZ	Leonardo			
DUSSELIER	Maryse	Association des Regions de France -ARF	Delegada para las relaciones internacionales	Déléguée aux relations internationales
ENZASTIGA SANTIAGO	Mario	Gobierno del Estado de Michoacán ▪ <i>Mexico</i>	Director ejecutivo	Directeur exécutif
ESCAMEZ	Claire	Embajada de Francia en México	Adjunta para la cooperación técnica	Adjointe de l'attaché de coopération technique
FLORES LARA	Humberto	Chalma - Veracruz ▪ <i>Mexico</i>	Alcalde	Maire élu
FUGIER	Juliette	Embajada de Francia en Nicaragua	Encargado de proyectos de cooperación	Chargé de mission de coopération
GAMBOA	Daniel			
GALLET	Bertrand	Cités Unies France	Director general	Directeur général
GAUDRU	Anne-Claire	Cités Unies France	Responsable turismo solidario	Responsable tourisme solidaire
GOMEZ ALVARADO	Rafael	Chicoloapàn ▪ <i>México</i>	Alcalde	Maire
GOMEZ VELAZCO	Georgina			
GUENOLE	Régis	Université de Bretagne Occidentale	Representante en México / Responsable de master Administración publica	Représentant au Mexique / Responsable master Administration publique
GUTIERREZ	Raul	Asociación de Autoridades Locales de México - AALMAC	Alcalde de Tenosique	Maire de Tenosique
HABEAU	Jean-François	Conseil Regional d'Île-de-France ▪ <i>France</i>	Encargado de proyectos	Chargé de mission
HERNANDEZ	Aurelia	Asociación de Autoridades Locales de México - AALMAC	Sub-directora	Directrice adjointe
JOLY	Antoine	Ministère des Affaires Etrangères et Européennes ▪ <i>France</i>	Delegado para la acción exterior de las gobiernos locales	Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales
Apellido/Nom	Nombre/	Organismo/Organisme	Función	Fonction

	Prénom			
JOURCIN	Eric	AFD	Economista	Économiste
JULLIARD	Arnaud	<i>México</i>	Asesor	Consultant
LE DENMAT	Nathalie	Agence Française de Développement - AFD	Jefe de la división Colectividades locales y desarrollo urbano	Chef de la division Collectivités locales et développement urbain
LE MILLER	Sophie	Conseil Regional des Pays de la Loire ▪ <i>France</i>	Encargado de proyectos	Chargée de mission
LE PENSEC	Louis	Association Française du Conseil des Commes et des Régions d'Europe A.F.C.C.R.E. ▪ <i>France</i>	Presidente	Président
LAGASSE	Laure	Institut de la Gestion Déléguee - IGD	Gestor de proyectos	Chargée de mission
LECHEVALLIER	Yannick	Agence Coop. Dec. Conseil ▪ <i>France</i>	Director	Directeur
LEFEVRE	Samuel	Agence Française de Développement - AFD	División Colectividades locales y desarrollo urbano	Division Collectivités locales et développement urbain
LOPEZ	Julio	Agence Française de Développement - AFD ▪ <i>México</i>	Asistente	Assistant
MARCIAL	Luis Felipe	Camerino Z. Mendoza ▪ <i>México</i>	Alcalde	Maire
MARIDET	Julie	Embajada de Francia en México	Adjunta servio de prensa	Adjointe de la responsable du service de presse
MARODON	Régis	Agence Française de Développement - AFD ▪ <i>México</i>	Director	Directeur
MARQUINA SANCHEZ	Maria de Lourdes	Universidad Autónoma de la Ciudad de México	Profesora	Professeur
MEDINA	Félicia	Cités Unies France	Responsable América latina	Responsable Amérique latine
MERCIER	Corentin	Agence Française de Développement - AFD ▪ <i>México</i>	Asistente técnico	Assistant technique
MORENO	Esteban	Prensa	México	Mexique
MUNOZ	Inti	Centro Histórico de la Ciudad de México	Director General	Directeur Général
MUNOZ SANCHEZ	Rosalinda	Federación Nacional des Municipios de México - FENAMM	Alcalde de Tlaxco	Maire de Tlaxco
NICOLAS	Valérie	Alianza Francesa en México	Directora	Directrice
Apellido/Nom	Nombre/ Prénom	Organismo/Organisme	Función	Fonction

PACHECO	Rafael	Paso del Macho – Veracruz ▪ <i>Mexico</i>	Alcalde	Maire
PAPIN	Philippe	Conseil Regional des Pays de la Loire ▪ <i>France</i>	Concejel regional	Conseiller régional
PARFAIT	Daniel	Embajada de Francia en México	Embajador	Ambassadeur
PEREZ LORIA	William	Estado de Yucatán ▪ <i>Mexico</i>	Encargado de proyectos en relaciones internacionales	Chargé de mission aux relations internationales
PICHARDO	José Joel	Jefatura de Gobierno del Distrito federal de México	Director para América	Directeur pour l'Amérique
RAMIREZ GOMEZ	Martín	México		
RAMOS	Maria Eugenia	Empresa de desarrollo urbano de Medellín (EDU) ▪ <i>Colombia</i>	Directora	Directrice
RAMOS MORGAN	Francesca	Gobierno de la ciudad de México	Coodinadora de Relaciones internacionales	Coordinatrice des Relations internationales
REALI	Mario	Frente Nacional de Alcaldes (FNP) ▪ <i>Brasil</i>	Alcalde de Diadema	Maire de Diadema
RIHAN-CYPEL	Eduardo	Conseil Regional d'Île-de- France	Concejel regional	Conseiller régional
ROMERO AQUINO	Dulce Maria	Camerino Z. Mendoza - Veracruz ▪ <i>Mexico</i>	Alcalde	Maire
SALAZAR	Alejandro	Prensa	Mexico	Mexique
SALAZAR	Isauro	Chalma-Veracruz ▪ <i>Mexico</i>		
SANDRI	Delma	Frente Nacional de Alcaldes (FNP) ▪ <i>Brasil</i>	Asistente relaciones internacionales	Assistante Dept. de Relations Internationales
SERVIN LUNA	Zazil	Cités Unies France	Colaboradora	Collaboratrice
SILVA CAMARGO	Otávio	Prefectura municipal de Belo Horizonte ▪ <i>Brasil</i>	Asesor especial del vice-prefecto	Conseiller spécial du vice-préfet
SOLORZANO JARAMILLO	Jesus	Guanajuato ▪ <i>Mexico</i>	Sub-director	Directeur adjoint
SOUTO	Jair	Confederación Nacional de Municipalidades - CNM ▪ <i>Brasil</i>		
THOREAU LA SALLE	Yann	Embajada de Francia en México	Encargado de proyectos de cooperación	Attaché de coopération
TORO GIRALDO	Gilberto	Federación Colombiana des Municipalides	Director ejecutivo	Directeur exécutif
TRUJILLO	Pedro	Ciudad de Puebla ▪ <i>Mexique</i>	Regidor	Régisseur
Apellido/Nom	Nombre/ Prénom	Organismo/Organisme	Función	Fonction

VACA	Beatriz	Agence Française de Développement - AFD <i>México</i>	Responsable de proyectos	Responsable de projets
VAILLANT	Louis-Jacques	Agence Française de Développement - AFD	Director América Latina	Directeur Amérique Latine
VARGAS ANAYA	Enrique	Delegación Azcapotzalco ▪ <i>México</i>	Jefe de delegación	Chef de délégation
VAUZELLE	Michel	Conseil Regional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Presidente del Consejo Regional	Président du Conseil régional
VEGA	Adrian			
VELASCO FLOREZ	Ramòn	<i>México</i>		
VIEIRA DE CARVALHO	Roberto	Prefectura municipal de Belo Horizonte ▪ <i>Brasil</i>	Vice-Prefecto	Vice Préfet
VIGE-HELIE	Claire	Agence Française de Développement - AFD ▪ <i>México</i>	Responsable de proyectos	Responsable de projets
WEYL	Bénédicte	Agence Française de Développement - AFD	Relaciones con los gobiernos locales y los actores de la cooperación descentralizada	Relations avec les collectivités territoriales et les acteurs de la coopération décentralisée
WIT	Nicolas	Cités Unies France	Director general adjunto	Directeur général adjoint
YAN-ARAUD	Raphaële			
ZAPATA GARESCHE	Eugene	Gobierno de la ciudad de México	Delegado general del Congreso Mundial de CGLU	Délégué général du 3 ^{ème} Congrès Mondial de CGLU
ZANIN	Mauricio	Confederación Nacional de Municipalidades - CNM ▪ <i>Brasil</i>	Responsable de las relaciones internacionales	Responsable des relations internationales
ZAYAS	Jean			
ZIULKOSKI	Paulo	Confederación Nacional de Municipalidades - CNM ▪ <i>Brasil</i>	Presidente	Président

9 GLOSSAIRE / GLOSARIO

<i>AALMAC</i>	Association des Autorités Locales du Mexique	Asociación de Autoridades Locales de México A.C.
<i>AFD</i>	Agence Française de Développement	Agencia Francesa del Desarrollo
<i>ARCUS</i>	Action en Région de Coopération Universitaire et Scientifique	Acción en Región de Cooperación Universitaria y científica
<i>ARF</i>	Association des Régions de France	Asociación de Regiones de Francia
<i>BID</i>	Banque Interaméricaine de Développement	Banco Interamericano de Desarrollo
<i>CEPALC</i>	Commission Economique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Comisión económica de la ONU para América latina y el Caribe
<i>CGLU</i>	Cités et Gouvernements Locaux Unis	Ciudades y Gobiernos Locales Unidos
<i>CONAMM</i>	Conférence Nationale des Municipalités du Mexique	Conferencia Nacional de Municipios de México
<i>CUF</i>	Cités Unies France	Ciudades Unidas de Francia
<i>EDU</i>	Entreprise de développement urbain de Medellín	Empresa de Desarrollo Urbano de Medellín
<i>FCM</i>	Fédération Colombienne des municipalités	Federación colombiana de municipios
<i>FENAMM</i>	Fédération nationale des municipalités du Mexique	Federación nacional de municipios de México
<i>FNP</i>	Front national des maires du Brésil	Frente Nacional Prefeitos de Brasil
<i>FOGAR</i>	Forum Global d'Associations de Régions	Foro Global de Asociaciones de Regiones
<i>IDH</i>	Indice de Développement Humain	Índice de Desarrollo Humano
<i>PNUD</i>	Programme des Nations Unies pour le Développement	Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo
<i>PUI</i>	Projets Urbains Intégraux	Proyectos Urbanos Integrales
<i>SEMARNAT</i>	Secrétariat de l'Environnement et des Ressources naturelles du Mexique	Secretaría de medio ambiente y recursos naturales de Mexico



Rue Roland-Barthes
75598 Paris Cedex 12
Tél : (+33)(0)1 53 44 31 31
Fax : (+33)(0)1 44 87 99 39
site@afd.fr
www.afd.fr



9, rue Christiani
75018 Paris
Tél : (+33)(0)1 53 41 81 81
Fax : (+33)(0)1 53 41 81 41
coop-dec@cites-unies-france.org
www.cites-unies-france.org